

## Scolarisation et impacts sur le développement au Cameroun

Piebop Gisèle Mirabelle Céphanie<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Université de Yaoundé I, Cameroun

Reçu : 25/ 07 / 2025

Accepté : 19 / 11 / 2025

Publié : 15/ 01 / 2026

### Résumé

En Afrique sub-saharienne précisément, la scolarisation se fait généralement dans la langue des ex-puissances colonisatrices. Malheureusement, cette scolarisation a longtemps été marquée au Cameroun par son inaptitude à produire des résultats encourageants (PASEC, 2015, 2016, 2019 ; Noumba, 2006 ; Piebop, 2022a, 2022b, etc.) C'est alors que des organismes nationaux et internationaux (AUF, OIF-ELAN, AFD, APPRENDRE, etc.) sont intervenus aux côtés du gouvernement camerounais, afin de lui prêter main forte. On se pose alors la question de savoir quel est l'état actuel de l'éducation au Cameroun. Les nombreux efforts consentis depuis des décennies dans le secteur de l'éducation produisent-ils les résultats escomptés ? Si oui, comment et pourquoi ? Quels en sont les points forts à retenir ? Si non, quelles en sont les causes, les manifestations et les palliatifs ? En d'autres termes, le présent article ambitionne de passer au crible l'état dans lequel se trouvent actuellement les deux sous-systèmes éducatifs francophone et anglophone en vigueur au Cameroun. Tout ceci pour démontrer que les résultats des déploiements faits jusque-là ne sont nullement reluisants, et qu'il est d'une urgence de premier ordre, de changer de stratégie, si l'on tient à avoir une jeunesse suffisamment scolarisée et efficacement formée, capable d'initier et d'impacter positivement le développement du pays comme cela se voit ailleurs dans les pays développés. Pour atteindre cet objectif, l'étude a fondé ses aperceptions sur une démarche descriptive, à la fois quantitative et qualitative.

**Mots clés:** éducation, échec, régression, réussite, sous-système anglophone, sous système francophone

### Abstract

In sub-Saharan Africa in particular, schooling is generally in the language of the former colonising countries. Unfortunately, schooling in Cameroon has long been marked by its inability to achieve encouraging results (PASEC, 2015, 2016, 2019; Noumba, 2006; Piebop, 2022a, 2022b, etc.). The reason is that national and international organizations (AUF, OIF-ELAN, AFD, APPRENDRE, etc.) have been working alongside the Cameroonian government as a helping hand. This raises the question of the current state of education in Cameroon. Are the efforts made over decades in the educational sector achieving the expected results? If yes, how and why? What are the main strengths? If not, what are the causes, manifestations, and palliatives? In other words, the aim of this article is to examine the current state of Cameroon's French-speaking and English-speaking educational subsystems, to show that the results of the efforts made to date have been less than stellar, and that a change of strategy is urgently needed if we are to have sufficiently educated and effectively trained young people capable of initiating and having a positive impact on the country's development, as it is the case elsewhere in developed countries. To achieve this objective, the study's findings are based on a descriptive and contrastive approach, both quantitative and

### Citer cet article

Piebop, G. M. C. (2026). Scolarisation et impacts sur le développement au Cameroun. *ATRAS Revue*, 7(1), 431-455. <https://doi.org/10.70091/Atras/vol07no01.30>

Email: <sup>1</sup> piebopg@gmail.com

## Introduction

L'éducation est un secteur qui participe à la formation du type d'homme ou de citoyen souhaité par chaque pays. Dans les pays développés une place très importante est accordée l'éducation. Conscients de cette place incommensurable de l'école, les membres de l'Union Européenne par exemple ont mis un point d'honneur à assurer à l'éducation un standard enviable. Aussi ont-ils fait de la qualité de l'éducation et de la formation, « une question qui revêt la plus haute priorité politique » (Commission Européenne, 2000, p. 2). Par conséquent, de nombreux et pointilleux investissements sont sans cesse mis à contribution par ces pays pour continuellement accroître les performances du secteur de l'éducation, car « un trésor est caché dans l'éducation », ainsi que le déclarait Delors (1996). Autrement dit, c'est le niveau d'éducation qui assure le développement d'un pays (Noumba, 2006). En Afrique sub-saharienne et principalement au Cameroun, les recherches, la documentation, les investissements dans le domaine de l'éducation sont loin d'égaler ceux des pays développés et industrialisés. Et même s'il reste vrai que l'Afrique se caractérise par la civilisation de l'oral et que l'écriture ne s'y est imposée que tardivement, cela ne saurait être une raison suffisante pour justifier les progrès en demie teinte et peu prometteurs que l'on observe dans le domaine de l'éducation. En effet, la plupart des modèles éducatifs sont importés de l'Occident (approche par objectif, approche par compétence, etc.). Par conséquent, on se serait attendu à ce que l'engouement et l'engagement dans la réussite des projets à visée éducative connaissent le même épanouissement que celui des pays qui les ont inspirés. Et pourtant, tel n'est pas le cas. Quelles en sont les raisons ? Quels sont les impacts des investissements déployés dans le secteur de l'éducation ? Les résultats scolaires et l'éducation en général s'améliorent-ils depuis lors au Cameroun ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ? Et dans ce dernier cas, existe-t-il des préalables ou des mesures à prendre qui pourraient renverser la tendance actuelle ? Telle est la problématique qui fera l'objet des préoccupations de la présente étude. Les réponses anticipées quant à elles posent que malgré la copie servile des modèles éducatifs d'ailleurs, ces derniers seraient bien loin de produire les résultats escomptés. Qu'au lieu de produire les améliorations recherchées, ces systèmes éducatifs brilleraient plutôt par leur inefficacité, ce à causes de nombreux paramètres. A ce titre, la mise œuvre de mesures adéquates pourrait renverser cette tendance négative. Pour vérifier ces postulats, l'étude passera au crible le secteur de l'éducation, tout comme les résultats de la politique éducative du Cameroun. Ensuite elle jettera des éclaircis sur les choix et procédés méthodologiques, ceci sur la base de données à la fois chiffrées et mesurables ; avant de présenter les résultats des analyses. Puis s'en suivra une discussion ainsi que les implications pédagogiques issues des analyses.

## Revue de la littérature : état de la question

Qu'il s'agisse du sous-système anglophone ou francophone, l'éducation au Cameroun traverse actuellement des zones de turbulence qu'il n'est pas sans utilité d'élucider, si l'on tient à en sortir. En effet, les résultats de plusieurs études (PASEC = Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN 2014, 2015, 2016, 2019) ; (Noumba, 2006, p. 4) ; (Banque Mondiale, 2012) ; (UNESCO SQ ; 2015) révèlent tous que les écoles camerounaises brillent par « un échec aux examens qui interpelle » (Piebop, 2022b, p. 72). Pour répondre à cette interpellation, l'Etat camerounais a pris et continue de prendre certaines mesures qui d'après lui, pourraient renverser la tendance négative des faits. Mais la question qui demeure est celle de savoir si ces mesures produisent des résultats probants. Et justement, cela ne semble pas être le cas, car malgré ces efforts, l'échec des élèves dans leur globalité ne fait l'ombre daucun doute. On en veut pour preuve, ces nombreuses évaluations du système éducatif camerounais par le PASEC (2014-2019), l'AUF, l'AFD, la confédération suisse, la Banque Mondiale, etc. Des évaluations du PASEC de 2016 par exemple, il ressortait que sur un échantillon de 4880 élèves disséminés dans 270 écoles primaires, 70,3% des participants étaient en dessous du seuil « suffisant » en langue française, (pour ne prendre que cette matière) en début de cycle et 51,2% en dessous de ce même seuil en lecture et en compréhension à la fin du cycle. En termes plus clairs, des compétences utilisées en français

pour comprendre et apprendre à s'intégrer dans des situations courantes et pour poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions faisaient défaut aux apprenants évalués (PASEC 2016). En effet, c'est au-delà du seuil « suffisant » que le PASEC considère que les élèves disposent en principe des connaissances et compétences indispensables pour poursuivre leur scolarité dans de bonnes conditions. En deçà, les élèves risquent de multiplier les difficultés pour la suite de leur scolarité. « Et les conséquences en sont qu'ils sont plus susceptibles de découragement et d'abandon scolaire ou rencontrent des difficultés encore plus importantes dans la suite de leur scolarité, s'ils la poursuivent (PASEC 2014, p. 29).

Depuis lors, la situation s'est considérablement détériorée non seulement à cause de la survenue de la pandémie COVID-19, mais surtout à cause des crises sécuritaires aux frontières du pays (à l'Est avec la rébellion en République Centrafricaine, dans le septentrion avec la secte djihadiste Boko Haram, dans les deux régions anglophones, avec les exactions des rebelles ambazoniens). Ces crises ont contribué non seulement à augmenter le taux d'analphabétisation avec la fermeture de nombreuses écoles qui ont contraint de nombreux enfants au décrochage, mais surtout à la baisse des niveaux de ceux qui les fréquentaient bon gré, mal gré. L'école en ces lieux est en effet caractérisée par une irrégularité qui ne favorise guère la couverture entière de tous les programmes d'enseignement. Actuellement en zone anglophone, nombreux sont les établissements qui n'ont pas ré-ouverts leurs portes, malgré le retour progressif au calme. Et même pour la plupart d'établissements ré-ouverts, en général les établissements privés, la journée du lundi continue de faire l'objet du « ghost town », c'est-à-dire une journée morte, décrétée jadis par les rebelles ambazoniens. Pour cette raison, plusieurs édifices publics et privés restent encore fermés ce jour, de peur de subir les foudres de rebelles. Dans ces conditions, nul besoin de nier le fait que les niveaux scolaires des élèves des régions en crise, sont plus bas et les mettent d'office en situation défavorisée lorsqu'il est question d'évaluation certificative nationale. Et c'est sans compter les nombreux effets négatifs que ces crises ont davantage accentués dans les écoles.

La mondialisation et ses travers vulgarisés par les médias (internet, télévision, etc.) accroît la violence en milieu scolaire (Feuzeu, 2020, Piebop, 2023, 2025), qui à son tour influence négativement les niveaux scolaires et favorise les échecs massifs à l'école. Mais il est à relever que les situations de crises sécuritaires exacerbent ces cas de violences. Le lycée bilingue de Molyko, en tant que Berceau du bilinguisme camerounais et établissement de référence, demeure depuis la survenue de la crise anglophone, l'établissement le plus sollicité de la région du Sud-ouest. Ceci grâce à l'arsenal sécuritaire renforcé qui y est mis pour protéger tous ses usagers. Pour cette raison, cet établissement est largement débordé par les marées d'élèves qui affluent de partout. Les constructions continues de nouvelles salles de classe, n'arrivent toujours pas jusqu'ici à contenir et à rendre raisonnables les effectifs surréalistes, franchissant parfois le seuil de 250 élèves dans certaines classes que l'on y retrouve. C'est au point où même le gymnase et certains laboratoires et bureaux administratifs ont été reconvertis en salles de classe. La majorité de ces élèves sont des enfants qui ont été traumatisés par les scènes atroces vécues ou des actes qu'ils ont été forcés de poser ou de subir pendant les moments de braise de la crise anglophone. Un nombre considérable de filles ont été violées par les rebelles en général, ou alors ont été contraintes à la prostitution pour survivre, après la mort ou l'incapacité de leurs parents et proches. Il en existe aussi qui se sont fait enrôlés de gré ou de force par les rebelles ambazoniens et qui se sont après désillusion, faufilés frauduleusement dans les effectifs des élèves, sans être au préalable passés par les centres de réhabilitation d'anciens rebelles créés pour la circonstance. Le milieu scolaire devient pour les moins conscients de ces anciens insurgés, un terrain propice pour continuer de mener leurs activités illicites. La situation est d'ailleurs pire lorsque ceux-ci sont affranchis du contrôle parental, car la plupart de ces enfants à la quête de réinsertion scolaire ou sociale viennent de l'arrière-pays et vivent seuls dans des locaux qu'ils louent, ou avec des étrangers qui acceptent de les accueillir. Par conséquent, malgré les effectifs exponentiels d'enseignants, de surveillants, de conseillers d'orientation... affectés et redéployés dans les établissements opérants dans les zones en crise et au lycée bilingue de Molyko précisément, la discipline peine à être imposée. Les enseignants sont menacés et harcelés quotidiennement par les élèves. De même, les bagarres rangées et généralisées

animées par des règlements de compte avec des objets dangereux entre élèves francophones et anglophones meublent le quotidien des acteurs scolaires du lycée bilingue de Molyko. « Il ne se passe pas une semaine sans que ce lycée fasse l'objet d'affrontements suivis d'opération de vengeance qui se déroulent en général sur plusieurs jours. L'établissement est débordé par la violence » (Piebop, 2025, p. 320). Les interventions musclées répétitives et en synergie des enseignants, des conseillers d'orientation, de l'administration, des vigiles et des forces de l'ordre continuellement sur le campus scolaire, n'arrivent toujours pas à atténuer réellement les ardeurs des bagarreurs qui n'entendent pas jeter l'éponge. Toute journée du vendredi 17 janvier 2025 ainsi que celles des 13, 14 et 15 avril 2025 par exemple, tous les cours ont été interrompus par des bagarres et d'actes de vandalisme d'une violence déconcertante dans ce lycée. Les enseignants et les membres de l'administration sont tous à bout, et ne savent plus à quel saint se vouer pour résoudre cet épique problème de violence dans l'établissement. En un mot, l'ampleur de l'indiscipline dans cet établissement tend à franchir des seuils inacceptables. On y passe plus de temps à discipliner les enfants et à tenter de les ramener à la raison, qu'à enseigner et à apprendre. Une situation qui est de nature à corrompre et plomber l'engouement des élèves à apprendre. C'est donc assez logiquement que les niveaux scolaires des apprenants vont dans l'ensemble s'en trouver négativement impactés.

Les établissements des régions en crise brillent aussi par une tolérance démesurée qui ne favorise pas la réussite scolaire, encore moins l'amélioration des performances scolaires des élèves. C'est un secret de polichinelle que pendant les quatre premières années de la crise anglophone, même les écoles qui s'efforçaient à ouvrir leurs portes n'ont pas pu le faire de façon permanente et suivie tout au long de ces années. Dès le tout début, la journée de lundi avait été déclarée journée morte pour toutes les activités. Aujourd'hui, malgré le retour croissant à la normale, même les établissements publics des grandes villes du gabarit du lycée bilingue de Molyko ou de lycée technique de Molyko peinent encore à faire leur plein d'élèves et de personnels ce jour, parce que ceux-ci continuent de respecter le « ghost town » décrété jadis par la milice rebelle. Quant aux établissements publics des périphéries et tous les établissements privés des deux régions en crise, ils continuent d'observer le férié de la journée du lundi décrété informellement par les rebelles. Ce qui est tout à fait toléré par l'administration. Mais quels en sont les répercussions au niveau de la couverture des programmes et de la qualité de l'éducation ?

A cela, il faudrait ajouter qu'en dehors de ces deux dernières années de crise, l'école dans les régions a régulièrement été perturbée par de nombreuses interruptions, en plus du lundi qui était d'office une journée blanche. Chaque fois qu'un événement important pour la nation approchait (premier octobre considéré comme jour d'indépendance par les ambazoniens, fête nationale de l'unité, fête de la jeunesse, visite d'un membre influent du gouvernement dans ces régions, etc., d'autres villes mortes s'étalant parfois sur plusieurs semaines étaient annoncées par le canal des réseaux sociaux et des populations qui adhéraient à ce moment massivement aux idéaux des rebelles (Piebop, 2020, 2022b), et gardaient leurs enfants à la maison. Mais étrangement, ce sont ces mêmes parents qui exigeaient en début d'années suivantes que leurs enfants soient propulsés dans les classes supérieures, malgré les lacunes qu'ils étaient conscients d'avoir fait accumuler à ceux-ci. Aujourd'hui encore, des situations similaires sont monnaie courante, dans les établissements des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. On y retrouve de nombreux enfants ayant décrochés pendant que la crise était à son point culminant. Mais qui au moment de leur réinsertion dans le circuit scolaire quelques années après, sautent plusieurs classes. Ceux-ci se retrouvent alors dans des classes où les contenus d'enseignement sont largement au-dessus de leurs niveaux réels. A Bebs International bilingual College de Mile 18 Wonyia Mavio, un établissement nouvellement ouvert en cours d'année académique 2022-2023 par exemple, le seul élève de form 5 qui s'y trouve est un rescapé, coupé du circuit scolaire depuis plus de 4 ans, alors qu'il était en Form 2. Pendant les leçons, il est loisible de constater qu'il est complètement dépaysé, car ne maîtrisant même les notions basiques dans toutes les matières. Son manque de sérieux et son désintérêt pour l'école sont tels que les dirigeants de l'école ont exprimé leur intention de l'enrôler comme « external candidate », c'est-à-dire candidat libre à l'examen GCE /OL, afin de ne pas ternir la réputation de leur jeune établissement qui court le risque d'enregistrer un pourcentage nul. Ce qui découragerait

les parents à y inscrire leurs enfants à la rentrée suivante, alors que l'établissement a justement besoin d'élèves. Le préfet des études déclarait, justement après avoir reçu les plaintes de tous les enseignants à son sujet: «That form five student is a total mess ! He is not serious at all. The school will never bear the risk to register him as an internal student, even if we had a center. »Heureusement ou malheureusement pour les dirigeants de l'école, cet élève a fini par décrocher de nouveau et définitivement en début du deuxième trimestre 2022-2023. A Holy child bilingual comprehensive school de Bomaka, un autre établissement privé de la ville de Buéa, ce sont les parents qui choisissent sans aucune évaluation au préalable, les classes dans lesquelles ils désirent inscrire leurs enfants. Le prétexte de la crise de la crise anglophone devient une occasion de transformer les salles de classe en véritable dépotoir, comme s'il était juste question de donner à ces anciens décrocheurs pour la plupart, de quoi s'occuper d'une part, et l'illusion d'un contexte scolaire d'autre part. Très probablement pour des raisons d'économie en terme de traitement salarial des enseignants, les élèves enrôlés initialement en form 4 en début d'année scolaire 2022-2023 (07 au total), ont tous été mélangés à ceux de form 5 après quelques semaines de classe. Ce qui réduit les coûts salariaux pour l'établissement, puisque tous les enseignants qui intervenaient dans ces classes ont vu leurs vacations dans la classe disparaître. Salvation bilingual comprehensive high school, Summerset bilingual high school, Saint Bernard college, Saint Therese international bilingual college, Mbeni, secondary college, Catholic University Institute of the Diocese of Buea (secondary)... sont les principaux établissements privés qui ont fui les zones de braise et se sont relocalisés ou qui foisonnent en plein cœur du quartier étudiantin Molyko. A cet égard, ils accueillent le trop plein des lycées bilingue et technique de Molyko, actuellement débordés par les reflux d'enfants venus des périphéries et d'ailleurs pour se scolariser. En général, le plus important pour ces établissements privés c'est l'affairisme et le grossissement de leurs chiffres d'affaires, après la période de récession causée par la crise anglophone. A ce titre, ils cèdent à tous les caprices des parents, dont l'un des principaux consiste à faire sauter plusieurs classes à leurs enfants. A Salvation bilingual comprehensive high school, la plupart d'élèves s'installent à Upper Sixth une fois qu'ils ont usé d'une infinité d'alchimies et de tours pour réussir à l'examen certificatif General Certificate of Education Ordinary Level (GCE/OL) alors qu'ils n'avaient même pas déjà le niveau de la classe de form 5.

Il est à noter que les examens du sous- système anglophone se caractérisent par un degré élevé de tricherie qui devient comminatoire. Malgré le lourd arsenal de sécurité mis en place, les candidats parviennent à entrer dans des salles de composition avec des téléphones portables et du matériel préfabriqué de tricherie. Et même y étant, ils multiplient les tactiques de tricheries toujours plus innovantes et sophistiquées au fil des sessions d'examens. On ne sait par quelles manœuvres les candidats parviennent toujours avoir les épreuves des examens et les corrigés avant le passage de ces épreuves. En 2012, 353 élèves et enseignants avaient été suspendus définitivement et temporairement aux sessions de GCE Ordinary et Advanced Levels pour fraude. Selon, Peter Abety alors chairman du GCE/Board qui est l'organe en charge de la gestion des examens certificatifs du sous-système anglophone au Cameroun, ils étaient accusés de « plusieurs écarts de conduite parmi lesquels, la falsification des notes et fausses identités, la complicité à la fraude, les documents frauduleux, les matériels favorisant la fraude, la tentative d'incitation des autres candidats à la rébellion, l'insubordination et l'utilisation du langage obscène » (Fogno, 2012). En 2015, ce sont des candidats du GCE/Orinary Level des centres du lycée bilingue de Deido et du collège bilingue du centre de Bépanda qui avaient été arrêtés et déférés au parquet de Bonanjo le mardi 09 juin 1015<sup>1</sup>. La session d'examen de juin 2023 quant à elle a de très loin devancer toutes les autres en matière de fraude, avec plus de 2000 candidats effectivement épingle et sanctionnés (ActuCameroun du 9 Août 2023); sans compter ceux qui ont pu échapper à la vigilance des

surveillants. C'est dire à quel point la situation de la qualité de l'éducation est préoccupante au Cameroun.

L'alibi de la crise anglophone semble avoir prêté le flanc à toutes sortes de manœuvres de tricherie. Les candidats ayant sauté des classes à volonté et conscients de leurs lacunes, sont paradoxalement prêts à tout, (y compris l'usage de la violence, de la corruption, du matériel prohibé...) pour parvenir à leurs fins et obtenir leurs diplômes. Pendant la phase de correction du GCE Board en Juillet et août 2022 au lycée bilingue de Limbe à laquelle prenait part l'enquêteur, les correcteurs du panel « French » se sont retrouvés avec des scénarii causasses quasi incompréhensibles où toutes les copies de français langue seconde (French O/L : 545) des candidats de certains centres de périphéries comportaient la même traduction, rédigée dans un style quasi impeccable, à la virgule près. Mais étrangement, la partie rédaction qui elle, est constituée de trois sujets différents au choix, trahissait plutôt des candidats très mal imprégnés du français ; car environ les 3/4 de ces copies faisaient partie des « no essay », c'est-à-dire n'ayant pas composé en rédaction et méritant 0/80 à cette rubrique. En dehors d'environ une dizaine de copies sur lesquelles les candidats s'étaient essayés à rédiger (environ 2 %), le reste de candidats avaient tenté des griffonnages parfois indéchiffrables, dont les notes maximales n'excédaient pas 10/80 en rédaction. L'incompatibilité des notes de traduction et de rédaction sautait à l'œil. Etait-ce possible que des candidats s'exprimant si bien en traduction ne puissent pas formuler les moindres phrases correctes en rédaction ? Comment les notes de plus de 1055 candidats peuvent-elles osciller entre 63 et 74 sur 80 en traduction mais plus de 1000 de ces candidats ont des notes en deçà ou égale à 10/80 ? Après constat et analyse de la situation, l'explication la plus probable des chefs de panels convergeait vers une tricherie de masse organisée, « peut-être » de connivence avec les responsables de ce centre d'examen, pourtant censés être l'œil de l'Etat et le gendarme qui veille au respect de bonnes pratiques d'examen, qui auraient fait recopier le texte traduit par un spécialiste de la didactique du French aux candidats. Ce qui leur permettait d'engranger de bons pourcentages de réussite aux examens. A regarder de près, ces cas de tricherie ne sont en fait que l'arbre qui cache la forêt des échecs et des niveaux réels mitigés de l'éducation au Cameroun. Et si en dépit de tous ces tripatouillages, les résultats aux examens continuent d'être en deçà des pourcentages moyens, alors cela donne une idée de la profondeur véritable du fossé dans lequel est enfoncée l'éducation au Cameroun (Noumba, 2006, p. 3).

C'est un fait que les évaluations diagnostics, formatifs et certificatifs peuvent et sont souvent entachés d'irrégularités, malgré toute la bonne volonté des évaluateurs (Piebop, 2022, p. 73). Ce qui amène souvent ces derniers à les annuler lorsque les anomalies sont découvertes à temps. Mais même en tenant compte de tous ces paramètres, les élèves continuent de produire pendant les examens certificatifs, des résultats dont on ne saurait être fier. L'un des cas les plus illustratifs de cette déchéance éducationnelle s'est révélé à travers les résultats catastrophiques du baccalauréat 2002 qui avait alors enregistré un taux d'échec record de 21%. Et là encore, il s'agissait de notes revues à hausse pour éviter le pire, car ainsi que le relevait un correcteur syndicaliste : « Si on s'en était tenu à la moyenne de 10/20, on aurait eu un taux de 6% » (Zinga, 2002). De même, les enquêtes de Noumba (2006, p.12) sur les profils des élèves déserteurs au Cameroun révèlent que 83% d'élèves de première et de terminale disaient avoir redoublé au moins une classe. Et lorsque l'on sait que le phénomène de promotion de masse demeure en vigueur dans les établissements du Cameroun, on peut en déduire que les niveaux de ces élèves devaient être calamiteux, pour que les parents laissent leurs enfants redoubler, ou alors que c'est possible que ce soit leur échec aux différents examens certificatifs, le probatoire surtout, examen obligatoire pour l'entrée en terminale, qui aient justifié leurs redoublements.

Malgré les efforts pour ajuster le tir, la situation ne semble vraiment pas s'améliorer. On a plutôt l'impression qu'elle va chaque jour s'empirant, tel que l'attestent les résultats aux examens certificatifs suivants :

Tableau 1 . Résultats des examens certificatifs de 2016 à 2025

Année	BEPC	Probatoire ESG	Baccalauréat ESG	GCE/OL	GCE/AL
2016	38,14%	33,99%	52,72%	62,17%	66,52%
2017		37,77%	46,13%	25,29%	35%
2018	59,3%	54,87%	51,74%	50%	67,4%
2019	73,26%	43,82%	60,50%	62,15%	74,2%
2020	60,86%	31,22%	47,22%	64,05%	64,04%
2021	72,44%	49,88%	73,5%	59,05%	61,94%
2022	82,99 %	42,90%	66,22%	67,96%	69,47%
2023	63,42%	55,7%	75,73%	62,51%	61,24%
2024	59,10%	42,88%	37,26%	62,51%	61,24%
2025	65,58%	40,09	47%	78,56%	79,38%

Note 1. Office du Baccalauréat du Cameroun, et GCE Board (Cameroun) (MINEBASE, 2025).

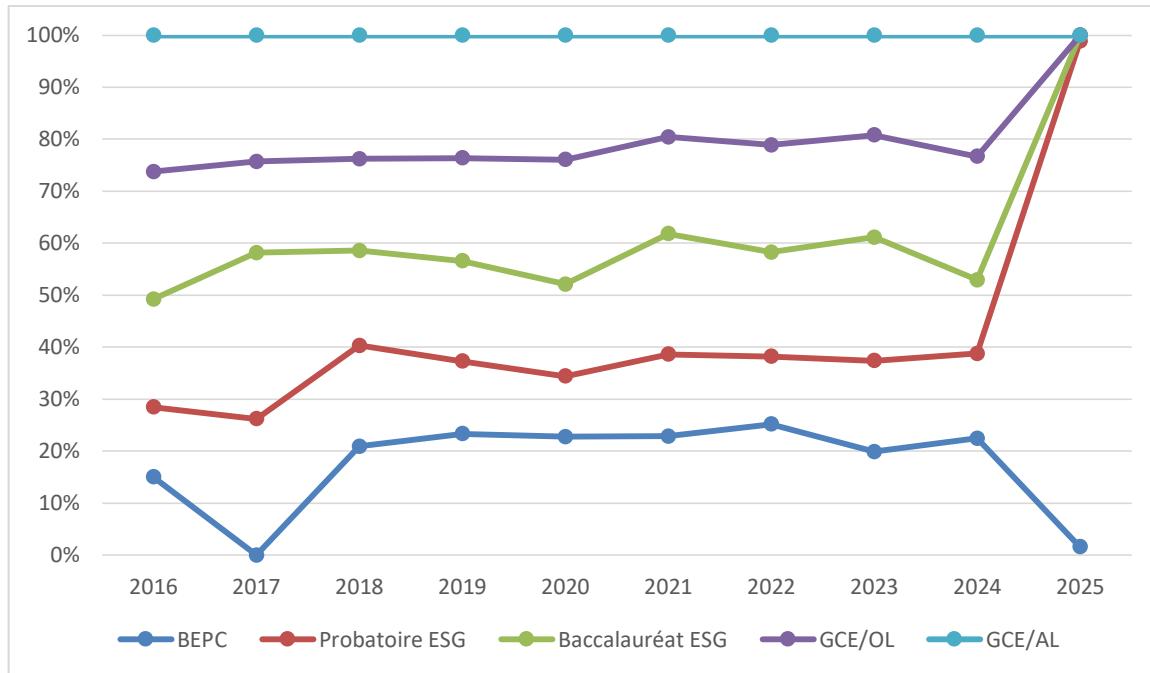


Figure 1. Graphe des résultats aux examens certificatifs

On peut observer des taux de réussite en deçà de la moyenne tels que ceux du BEPC 2016, le probatoire 2016, 2017, 2020, 2021, 2022, 2024 et 2025 le baccalauréat ESG 2017, 2020, 2024 et 2025, le GCE/OL 2017, le GCE AL/L 2017.

Devant l'évidence de résultats aussi insatisfaisants, l'étude s'est demandé s'il en était de même pour les pays développés ayant inspirés le Cameroun par leurs modèles éducatifs. Ainsi, l'examen des statistiques de ces dernières années montre qu'au Canada d'où a été importé le modèle Approche Par les Compétences (APC) actuellement implanté au Cameroun, les résultats académiques frôlent régulièrement l'excellence académique. Selon les données de la *Press.ca*, sur des années choisies au hasard, les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaires, classes concernées par les examens ministériels enregistrent en moyenne plus de 80 % de réussite pour les établissements publics, et plus 96% pour ceux du privé, tel que le témoigne le tableau suivant :

Tableau 2. Statistique des examens ministériels au secondaire

Année	Etablissements publics	Etablissements privés
2018	89%	97%
2019	88,7%	96%
2020	95%	98%
2021	90%	97%
2022	86,7%	96%

Source : *La presse.ca*

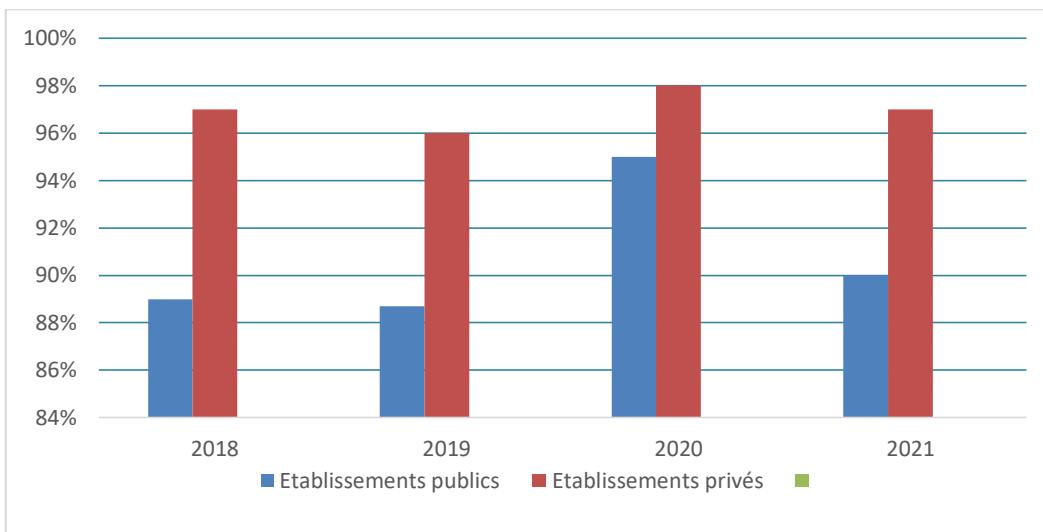


Figure 2. Diagramme des statistiques des examens ministériels au secondaire au Canada

On le voit, très peu d'échecs s'enregistrent à ces examens ; comparé aux résultats produits en contexte camerounais. Les constats sont également pareils, lorsque l'on considère les résultats de la France, puissance colonisatrice du Cameroun, qui demeure son mentor et l'un de ses principaux bailleurs de fonds en matière d'éducation. Ainsi, d'après les résultats de 2021 et 2022 fournis par le journal *Le monde* du 05 juillet 2022, le baccalauréat général a eu 91,5% en 2022, contre 94% en 2021. Le baccalauréat technique a eu 89% en 2021 et 80,6% en 2022, tandis que le baccalauréat professionnel enregistrait 78,7% en 2022, contre 71% en 2021. Ce qui correspond à un taux général de 90,5 en 2021 et de 79,65 en 2022.

Tableau 3 . Pourcentages du baccalauréat en France (2021-2022)

Année	Bacc général	Bacc Technique	Bacc professionnel
2021	94 %	89 %	71%
2022	91,5 %	80,6 %	78,7 %

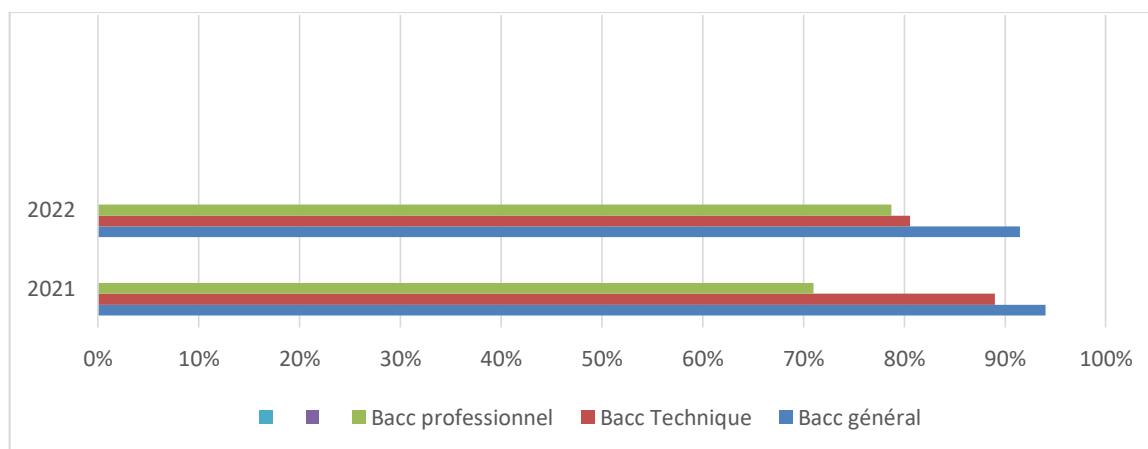


Figure 3 . Diagramme des statistiques du baccalauréat français

Tel qu'on peut encore le remarquer, les résultats des examens en France sont également plus consistants que ceux du Cameroun. Ces niveaux de performances élevés se justifient par les investissements colossaux et conséquents que ces pays consacrent à l'éducation et qui au final assurent leur développement à la fois industriel, économique, politique, etc. En fait, il faudrait rappeler avec Joanis (2002) que « le niveau d'éducation atteint par les individus qui composent une économie constitue un déterminant majeur de son succès sur l'échiquier économique mondial et, partant du niveau de vie de ses citoyens » (p. 1). Allant dans la même logique de cette théorisation, on pourrait déduire que les faibles performances scolaires du Cameroun justifient le sous-développement multidimensionnel dans lequel il baigne.

## Méthodologie

L'étude examinant les méandres de l'éducation au Cameroun repose sur une démarche empirique adaptée de l'approche contrastive préconisée par Lakai (2023) et sous-tendue par l'observation et la description des pratiques éducatives dans les deux sous-systèmes anglophone et francophone du Cameroun, voire d'ailleurs, ainsi que leur comparaison. Ceci « met en avant les ressemblances et les divergences » (Lakai, 2023, p. 285) entre les éléments mis en rapprochement. Cette démarche a contribué à l'émission des hypothèses. La vérification quant à elle s'est faite dans les établissements bilingues et anglophones, avec une attention particulière sur les établissements scolaires de la ville de Buéa dans la région du Sud-Ouest ; à savoir le lycée bilingue de Molyko, Saint Therese International Bilingual College (STIBCOL), Summerset Bilingual College, Salvation bilingual comprehensive college, Saint Bernard college, etc. Pour davantage préciser les observations faites, des recherches empiriques suscitées, c'est-à-dire « obtenues dans une situation d'interaction entre le chercheur et les sujets » (Van der Maren, 1996, p. 83) se sont avérées utiles. Devant les alternatives entre les entrevues individuelles, les entrevues de groupe ou de questionnaire qu'offre ce type de recherche (Kirsch, 2006 ; Buchanan, 2010), l'étude a opté pour des entrevues sémi-directives en direct, par appels téléphoniques en ligne directe ou via WhatsApp, avec 77 personnes issues d'horizons et de classes sociales divers, mais avec pour dénominateur commun leur implication dans la chaîne éducative (parents, enseignants, responsables de l'éducation, administrateurs, apprenants, etc.). Le genre n'a pas constitué un critère discriminatoire étant donné qu'il existe des parents célibataires, veufs ou veuves, qui élèvent leurs enfants tout seuls. Les âges des participants quant à eux oscillaient entre 19 ans et 66 ans. Pour ce qui est des répondants recrutés parmi les élèves, ils venaient exclusivement des classes de Terminale et Upper sixth, dans la mesure où ce sont des apprenants finissants, et majeurs pour la plupart. Ce qui octroie plus de sérieux, de responsabilité et de pertinence à leurs propos. Tous ces déploiements sur le terrain se sont déroulés pendant le mois de septembre 2024.

## Résultats

Une revue analytique de la situation de l'éducation au Cameroun a donné de constater qu'elle n'est guère reluisante, comparé à celles d'autres pays. Pour davantage vérifier les réalités découlant des constats, les entrevues sémi-directives ont été initiées et entretenues avec le concours de 77 répondants qui eux aussi d'entrée de jeu avaient tous reconnu et confirmé que le niveau de l'éducation était en décrépitude au Cameroun. Il était alors question à ce moment d'en donner les raisons.

### *Discussion : Les causes des échecs et des baisses de niveaux scolaires*

Les échecs scolaires et les niveaux déplorables de performances des élèves camerounais (PASEC, 2014, 2016, Noumba, 2006, Piebop, 2022a, 2022b...) peuvent s'expliquer par une conjugaison et un entremêlement de facteurs qui en fin de compte, tirent le système scolaire camerounais par le bas et empêchent le pays de se développer.

## *La démission progressive de l'Etat*

Contrairement à d'autres pays qui s'impliquent grandement dans l'éducation, espérant découvrir et exploiter le trésor qui s'y trouve, pour parler comme Delors (1996), il est loisible de constater que l'Etat camerounais se désengage chaque jour un peu plus de ce secteur, ainsi que l'ont d'ailleurs relevé près 94 % des répondants pendant les conversations téléphoniques. En effet, il l'abandonne aux mains des populations et des parents qui eux-mêmes ont déjà du mal à se prendre en charge. Ce sont davantage les élites soucieuses de combattre l'analphabétisme qui construisent et meublent à leurs frais les établissements scolaires. L'Etat se contente de délivrer des décrets de création d'établissements, de changement de statuts de ces établissements (érection des collèges existants en lycées ou en établissements spécialisés). Malheureusement, cette façon de faire crée une pluralité d'inégalités au sein de la population. En effet, nombreuses sont les élites qui ne voient pas l'utilité d'investir dans le domaine de l'éducation, dans la mesure où elles-mêmes sont à peine scolarisées et ont bâti leur fortune sans l'apport de l'école. C'est le cas de nombreux hommes d'affaires camerounais et de richissimes commerçants des trois régions du septentrion et de la région de l'Est par exemple. Ces régions ont d'ailleurs été reconnues comme des Zones d'Education Prioritaire (ZEP). Les pesanteurs socioculturelles accordant la primauté à l'homme au détriment de la femme réduite à une ménagère et à une machine de reproduction, aggravent également cette situation. Par conséquent, les aides des élites de ces régions, lorsqu'elles se manifestent, sont davantage dirigées vers des secteurs autres que l'éducation (agriculture, élevage, produits de première nécessité, etc.) Il est vrai que l'on pourrait noter des contributions des sénateurs, des députés, hommes d'affaire et autres élites de ces régions en matériels scolaires (tables bancs, cahiers, ordinateurs, livres, etc.) dans certains établissements de ces régions. Mais ces aides restent dans l'ensemble trop insignifiantes pour booster le développement des écoles et des niveaux scolaires dans ces zones et dans l'arrière-pays tout court. Dans ces milieux éloignés des villes, les enfants prennent encore des cours sous des branchages, des tantes artisanales, ou à l'air libre, parfois assis à même le sol et exposés à toutes sortes d'intempéries. Cette situation déplorable est presqu'identique dans toutes les régions du Cameroun où, en dehors des grandes villes où foisonnent les établissements bien équipés, les périphéries et les zones plus éloignées se contentent de semblants d'établissements, lorsqu'ils existent même.

A côté des élites investissant dans des domaines autres que l'éducation, il y en a qui s'adonnent plus facilement au jeu de l'Etat, en contribuant mieux à la création et à la gestion des établissements. Ainsi, reconnue pour le dynamisme de ses ressortissants, leur solidarité et leur sens élevé de l'entrepreneuriat fondé sur leurs « tontines » (Piebop, 2020) la région de l'Ouest Cameroun par exemple regorge de nombreuses élites hommes et femmes d'affaires. Ces élites à la fois intérieures et diasporiques offrent régulièrement des écoles ultramodernes dans leurs localités d'origine et dans les grandes villes où ils opèrent ou se sont jadis scolarisés. Ceci dans le but d'encourager la scolarisation et la réussite scolaire des moins nantis. Ce qui permet aux ressortissants de cette région, qui se démarquent aussi par leur dynamisme spatiale, ainsi que des niveaux et des pourcentages de réussite élevés, par rapport aux ressortissants d'autres régions du pays, qui ne jouissent pas de la même assistance. Par conséquent, il se crée un déséquilibre avec les régions moins loties en matière de qualités d'écoles, d'infrastructures, d'enseignants (Nguelo, 2018). Ce qui n'est que logique, car l'on produit de meilleurs résultats lorsque l'on travaille dans des conditions adéquates, avec un matériel didactique et pédagogique à pointe de la technologie, etc.

Pour 57 parents sur les 77, soit un taux de 74%, la gestion matérielle et immatérielle de l'éducation par l'Etat participe aussi à la baisse des niveaux scolaires, et bien plus encore aux échecs. La relativité de la consistance des financements publics en est la principale cause. Les financements publics liés à l'éducation subissent de sérieuses « pertes en lignes » (Siakeu, 2000), car ils sont en général très inefficacement utilisés. En fait l'absence de résultats peut être imputée non seulement « à la confusion qui règne dans la répartition du personnel » enseignant, mais surtout à une gestion peu productive des fonds alloués à l'éducation. En dehors de la part salariale estimée à environ 75 % du budget total réservé à l'éducation ( primaire par exemple), le reste est consommé

en majeure partie de façon déconcentrée au niveau des délégations et des inspections (Siakou, 2000). Ceci se fait au détriment des écoles éloignées, qui peinent à fonctionner normalement, faute de matériel et de structures adéquats. Une part considérable des fonds non salariaux fournie aux ordonnateurs sous forme de bons de caisse fait généralement l'objet de détournements, car assez souvent, « les entrepreneurs et fournisseurs doivent payer aux agents de l'Etat entre un tiers et deux tiers du montant de leurs factures, s'ils veulent être payés par les trésoreries » (Siakou, 2000, en ligne). Une fois la grande part de ces fonds distraite, il ne reste plus grand-chose pour appuyer et encourager le fonctionnement des écoles des grandes métropoles, des périphéries et des coins reculés qui se contentent de miettes ; lorsqu'elles accomplissent même l'exploit de leur parvenir, car plus un établissement est éloigné, moins il a des chances de recevoir les subventions qui subissent des coupes et des détournements à toutes leurs escales de leur cheminement. Dans ces conditions, quels rendements fiables peut-on attendre de ces écoles où tout est à pourvoir ?

Pour limiter les frustrations liées au désengagement de l'Etat, tel que les répondants l'ont tous relevé, les populations en général se sont accordées à s'impliquer dans le financement de l'éducation. Ce qui a peu à peu engendré la naissance d'Association de Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) dans les établissements. Ces populations prennent en charge le traitement salarial d'un nombre considérable d'enseignants vacataires (environ 28 %), mais aussi les dépenses les plus consistantes liées au fonctionnement des établissements. Malencontreusement, cette initiative d'appui à l'Etat louable au départ, s'est vite transformée en une véritable boîte à pandore qui a ouvert la voie à toutes sortes de surenchères et de malversations. Dans les établissements des grandes métropoles où se concentre l'économie, les frais d'APEE croissent en fonction du degré de popularité de l'établissement. Ils s'élèvent parfois à plus de 35 000 F CFA ou 45 000 F CFA par élève([actucameroun.com](http://actucameroun.com) du 19 septembre 2021). Pour tempérer un peu les ardeurs des chefs d'établissement et leurs comités de gestion, le ministre de l'enseignement secondaire a dû limiter en 2021 le montant maximal des APEE à 25 000 F CFA([actucameroun.com](http://actucameroun.com) du 19 septembre 2021).

Malgré cette intervention, cette somme demeure prohibitive pour la majorité des parents qui appartiennent à la basse classe sociale. A cause de cette cherté des frais de scolarisation, les parents sont tentés de déscolariser leurs enfants, car il faudrait signaler qu'à côté de ces frais d'APEE, subsistent également des frais d'écolage, de fourniture scolaire, de tenue de classe, de tenue de sport de plus en plus personnalisées pour chaque classe uniquement, les frais d'examen, les frais de transport de l'enfant, les frais de nutrition, l'argent de poche, etc. Toutes ces exigences constituent un important facteur d'exclusion des pauvres de l'école et de mauvais rendement scolaire, car comment un parent pauvre pourra-t-il s'acquitter à temps de toutes ces exigences compte tenu de la conjoncture économique actuelle qui ne cesse de se corser ? Dans les écoles primaires des deux sous-systèmes anglophone et francophone, presque tout est monnayé lorsque l'établissement se trouve dans une zone urbaine. De plus, les salles de classes y sont en général pléthoriques. Dans ce contexte, les parents soucieux du suivi de leur progéniture corrompent maîtres et maîtresses vacataires surtout, qui eux-mêmes tirent déjà le diable par la queue, étant donné leurs salaires de misère et la surexploitation dont ils font l'objet dans les écoles primaires surtout (Piebop, 2022b). Les premiers corrompent les seconds pour que leurs enfants soient placés aux premiers bancs où la visibilité du tableau et l'écoute sont meilleures. Ils les paient pour que les cahiers et livres d'exercices de leurs enfants soient corrigés, etc. Bref, les parents et gardiens d'enfants paient pour tous les services dont l'Etat aurait pu faciliter la gratuité avec un peu de volonté.

Dans la même veine, 63 personnes interviewées ont révélé, pour confirmer les constats ambients, que les enfants des parents pauvres sont régulièrement sevrés des cours et renvoyés chez eux lorsqu'arrivent les délais de paiement des diverses tranches de frais scolaires exigibles. Ce faisant, ils perdent les leçons qui ne sont guère rattrapées. Parfois, les enfants arrivent à l'école sans avoir mangé chez eux, et sans argent de poche ou de goûter. Or, des enfants affamés ne sauraient avoir les dispositions de corps et d'esprit nécessaires pour se concentrer en classe. Au contraire, ils deviennent vulnérables et désormais exposés à des compagnies douteuses, à la consommation de produits narcotiques ou aux propositions indécentes de leurs camarades plus nantis et à d'autres types prédateurs. A cause de cette pauvreté, il se développe également chez ces élèves des

frustrations, lorsque ce n'est de la rébellion envers les parents, les enseignants et la société tout entière. Des enfants autant perturbés ne peuvent qu'avoir du mal à se concentrer à l'école. C'est pourquoi leurs performances scolaires sont en général au rabais. Tout ceci par la faute de l'Etat surtout, qui demeure pourtant le garant de cette éducation, mais qui ne propose pas de solutions efficaces à la cherté de la vie et les souffrances des populations et met tout en œuvre pour se désengager de ses missions régaliennes.

### *La qualité de l'éducation*

Les personnes ressources interrogées par téléphones (67 au total, donc 87 %), ont aussi mentionné en énumérant une multitude d'exemples, la responsabilité de la maltraitance des enseignants dans les niveaux mitigés des apprenants au Cameroun. Et pourtant, une éducation de qualité reste le gage d'un développement et d'une croissance certains. Au Cameroun, le secteur de l'éducation peine à subir des transformations qualitatives et quantitatives. En fait, les politiques managériales des établissements scolaires du Cameroun se caractérisent par une efficacité très souvent mise en question, qui n'est pas de nature à encourager la réussite ou les bonnes performances des élèves. Les enseignants du Cameroun par exemple, subissent des traitements tellement déplorables et abaisseurs que leurs rendements ne peuvent que s'en trouvés dilués (Piebop, 2022b). Au niveau du primaire, l'Etat forme plus d'enseignants qu'il n'en recrute. La plupart de ces maîtres formés et non intégrés dans la fonction publique sont surexploités dans les établissements où ils sont recrutés comme vacataires. En général, ces « maîtres des parents d'élèves » attendent tous désespérément une hypothétique contractualisation, car le nombre de postulants est à chaque fois largement excédentaire aux 3000 places sollicitées à chaque concours de contractualisation. Le nombre de postulants qui avoisine parfois 65 000 par session. Le lancement de chacun de ces concours ouvre à voie à toutes sortes de corrupteurs et d'escrocs qui profitent alors du désespoir de ces enseignants du primaire à la quête d'intégration dans la fonction publique, pour les démunir des sommes d'argent mirobolantes obtenues généralement au prix d'énormes sacrifices. Et assez souvent, ce sont les nantis et les incompétents qui sont juste à la recherche d'une sécurité financière qui sont recrutés, puisque ce sont eux qui ont les moyens pour actionner et huiler le système de la corruption.

Il devient donc logique qu'une fois dans le système, ceux-ci ne contribuent qu'au déclin de l'éducation. Au niveau du secondaire, la situation n'est aucunement reluisante, car ainsi que le déclarait Piebop, (2022b, p.80-81), « les enseignants travaillent dans des conditions tellement exécrables qu'ils ne peuvent que conduire à de mauvais rendements scolaires ». Les salaires d'un nombre non négligeable d'enseignants restent impayés, les traitements des dossiers d'avancement et de rappel, les allocations et autres actes de carrière sont tous centralisés à Yaoundé. Les frais de correction et de délibération aux examens ne sont pas payés à temps<sup>2</sup>. Les enseignants sont obligés d'abandonner régulièrement leurs postes de travail pour s'y déporter, afin de les suivre. Y étant, ils sont sujets à des combines orchestrées à ciel ouvert pour les contraindre à la corruption pour obtenir les services qu'ils désirent. Des pourcentages colossaux, allant parfois jusqu'à 40 % de leurs dus leurs sont exigés pour le traitement de leurs différents rappels de paiement et dossiers (Piebop, 2022b, p. 81). Par conséquent, il ne leur reste plus grand-chose et ils continuent d'être misérables. C'est d'ailleurs à juste titre que le rapport le rapport du PASEC (2019, p. 20) sur la qualité de l'éducation révèle que les enseignants en général « ont dans leur majorité une perception moins satisfaisante de leurs conditions salariales » et de formation. Et même lors des examens certificatifs nationaux, les traitements réservés aux enseignants ne bénéficient d'aucun respect, encore moins de dignité. Une parfaite illustration en est ces frais de correction de délibération et de surveillance des examens de l'office du baccalauréat ou du GCE/Board qui ne sont ni consistants, ni payés à temps et que les enseignants font régulièrement la grève pour obtenir (Piebop, 2022, p. 81 ; Djilo Simo, 2021).

En plus, ces enseignants travaillent sans l'encadrement d'un statut particulier dument signé et reconnu. Pourtant, ce statut est disponible depuis 2000 et n'est jusqu'en 2025, toujours pas signé et

entériné par la tutelle. Piebop (2022b, p. 80) se demande d'ailleurs quels sont « les réels mobiles du gouvernement à faire opérer un corps de métier aussi sensible que l'éducation, et pendant tout ce temps sans encadrement juridique, alors que la plupart d'autres corps possèdent les leurs ». C'est au point où au lieu de travailler les enseignants sont tout le temps obligés de faire des grèves, comme celle du mouvement OTS (On a Trop Supporté) déclenchée en février 2022, qui a paralysé pendant tout un mois les classes et qui a été reconduite en septembre 2023 avec pour conséquence des suspensions de salaire et des affectations disciplinaires. Des enseignants autant frustrés et brimés ne peuvent pas fournir des résultats satisfaisants avec les élèves. Ils sont tellement marginalisés que tous leurs droits leurs ont été retirés, au bénéfice de ceux des élèves à qui l'Etat ne semble plus prescrire de devoirs. Et comme on pouvait s'y attendre, les élèves et leurs parents, se transforment en de véritables bourreaux pour les enseignants. Quelques exemples révélateurs sont l'assassinat le 14 janvier 2020, de l'enseignant Ndjiomi Tchakounté Boris en pleine salle de classe par un élève de la classe de 4<sup>e</sup> lycée de Nkolbisson, ou encore la rixe tournant en boucle sur la toile, et exposant une surveillante entraînée de se faire massacrée au lycée de Nkol-éton par son élève de la classe de terminale allemande le 28 mars 2022<sup>3</sup>.

Pour davantage exhiber son arbitrage partisan et en faveur des élèves et toujours menaçant envers les enseignants, le ministre des enseignements secondaires a réitéré dans sa communication du 16 janvier 2023 la nécessité du respect par les enseignants des mesures contenues dans la loi du 4 avril 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun ; notamment en son article 35 qui stipule que « l'intégrité physique et morale de l'élève est garantie par le système éducatif. Sont de ce fait proscrits : les sévices corporels et toutes autres formes de violences ». Et pourtant, l'usage du fouet fait partie des spécificités socioculturelles camerounaises et qu'il aurait juste fallu la canaliser, afin d'éviter des débordements ou des exagérations pouvant mener à des situations malheureuses (lymvision.unblog.fr). A la place de cela, elle a plutôt proféré des menaces à l'endroit des enseignants, en promettant des punitions sévères aux contrevenants de cette mesure. Et que dire de la circulaire n° 02/22/C/MINESEC/CAB DU 22 avril 2022 du ministre de l'éducation nationale autorisant les grossesses des élèves dans les établissements ? N'est-ce pas une façon d'encourager l'activité sexuelle et ses dérives connexes chez les adolescents qui peuvent désormais défier les enseignants ? Avant cela, elle avait déjà suspendu de solde l'enseignant du lycée technique d'Ambam qui, excédé par les écarts de comportement et les injures d'un élève en pleine salle de cours, lui avait donné un coup de pied qui avait malheureusement conduit à l'ablation de la rate de cet enfant. Un malheureux incident qui aurait pu être appréhendé sans autant rabaisser l'enseignant mis en cause. Dans le Ngoketunjia, en 2021, ce sont des enseignants dont les salaires avaient été suspendus du fait de leurs absences à leurs postes dues à la crise anglophone, qui jusqu'à présent décime encore les populations<sup>4</sup>. Et depuis lors, ils n'ont pas toujours été repris en solde. Et pourtant, c'est une lapalissade que durant cette crise, les enseignants en particulier figuraient parmi les cibles principales des rebelles ambazoniens qui les tuaient et les violentaient impitoyablement. Comment prévoir des résultats probants dans ces conditions de travail ?

Par ailleurs, la baisse des niveaux, voire l'échec de l'éducation au Cameroun demeurent également fortement encouragés par la politique de promotion collective édictée par l'Etat, car la qualité de l'éducation reste négligée, le seul souci étant de faire passer les élèves dans les classes supérieures, malgré leurs niveaux très souvent épouvantables. 39 des 77 personnes, soit 50,6%, l'ont reconnu (malgré eux). Cette situation est davantage aggravée dans les zones en crise et principalement en zone anglophone, tel qu'on l'a déjà signalé. Dans les établissements privés anglophones, la mode bien avant la crise était au saut des classes comme form 4 et lower sixth pour se retrouver respectivement en form 5 et upper sixth où les élèves comptaient les examens du GCE Advanced et Ordinary levels. Ces examens sont d'ailleurs eux même entachés par des fuites récurrentes d'épreuves et de fort taux de tricherie et de fraudes de toutes sortes (ActuCameroun, 2023). On peut de ce fait se demander si ce ne sont pas les légèretés mises dans leurs recrutements ou leurs réinsertions scolaires hasardeuses et non encadrées qui encouragent ces attitudes déviantes. D'où viennent ces fuites constantes d'épreuves ? Qui produit ces corrigés d'épreuves avec lesquels on retrouve régulièrement les candidats en salle de composition ? Et comme si cela ne suffisait pas,

les corrections de ces examens subissent tellement d'allègements et de faveurs non méritées qu'elles ne peuvent que refléter des niveaux tronqués et fictifs des élèves ; leurs niveaux réels étant calamiteux. Entre autres manœuvres de troncation des résultats réels, on peut mentionner le système de modulation des notes que J. M. Bikoko, SG de la SNAEF dénonçait en ces termes :

Depuis plus d'une décennie, parents, élèves, enseignants et autorités optent pour le système de modulation. Une pratique cynique qui consistait à ajouter entre 40 et 70 points à tous les candidats pour leur permettre d'être reçus aux examens ; et cela à l'instigation d'un certain conseil des examens qui usait de tous ces prétextes pour amener le ministre à ordonner ces modulations aux jurys des examens. (Zinga, 2002, en ligne)

En dehors de ces modulations, la suppression de la note éliminatoire (mentionnée par 4 enseignants de profession) en 2021 a aussi été une autre mesure d'allègement des résultats imposée, disait-on, par l'insertion de l'APC comme méthode d'enseignement. Ce qui vient donc mettre en cause la notion de séries vers lesquelles sont orientées les enfants, puisqu'ils peuvent désormais réussir leur examen avec des notes nulles ou presque, dans leurs matières de base. Et en dépit de tous ces adoucissements, les enfants sont reçus aux examens avec des moyennes en deçà du 10/20 requis pour les concours et examens. Ce qui contribue également grandement à encourager la médiocrité dans l'éducation. Un syndicaliste, rapporté par Valentin Zinga, n'a d'ailleurs pas manqué de le relever pour s'en désoler, à la suite du taux d'échec record de baccalauréat 2001 de 21 %, lorsqu'il précisait que « si on s'en était tenu à la note de 10/20, on aurait un taux de 6 % ». C'est là dire tout en précisant les causes, à quel état de décrépitude se trouve l'éducation au Cameroun.

Tous ces diplômes obtenus sans mérite ne contribuent qu'à faire des élèves, des « diplômés illettrés », incapables de constituer un véritable levier d'industrialisation et de développement pour le pays. L'Etat de pauvreté actuel du pays est une vibrante illustration de cette éducation en baisse de niveau. Les rapports de banque mondiale ne manquent pas de le relever, puisqu'ils affirment au nombre des points marquants de leur étude que « la mauvaise qualité de l'éducation au Cameroun est un obstacle à la croissance économique et au recul de la pauvreté. » (Banque Mondiale, BIRD, ID, 2012).

### *Le développement inégal des parties du pays*

Si le niveau de l'éducation des jeunes au Cameroun décroît sans cesse, 41 répondants (50,2%) affirment que c'est aussi parce que les équipements en infrastructures scolaires sont non seulement peu existants, mais surtout inégalement répartis sur l'étendue du territoire. Ce sont les capitales et chefs-lieux de régions qui bénéficient de la majeure partie des équipements (centres multimédias ultramodernes, médiathèques, dispositifs d'enseignement à distance, kits de digitalisation, dons des organismes en matériels didactiques divers) facilitant l'éducation et son arrimage aux données de l'évolution. On pourrait mentionner à ce titre la fourniture par l'UNICEF et l'UNESCO de certains établissements de Yaoundé et ses environs en 15000 tablettes numériques pour faciliter l'enseignement à distance et la continuité pédagogique pendant la période du COVID-19) en avril 2021 ; ceci dans le cadre de leur concept de « coalition mondiale pour l'éducation ».<sup>5</sup> C'est aussi le cas des dons de la Chine en ordinateurs et en matériels de tournage cinématographique au gouvernement camerounais dans les établissements pilotes enseignant les arts cinématographiques (Lycée bilingue de Molyko à Buéa, lycée général Leclerc à Yaoundé). Pendant ce temps, les établissements de l'arrière-pays sont abandonnés à toutes sortes de misères (Piebop, 2024).

Dans ces zones, rurales ou semi-rurales, l'enclavement, tout comme les conditions de vie intenables transforment le métier d'enseignement à un véritable parcours du combattant. Les enseignants qui y sont affectés sont en général des pauvres n'ayant pas les moyens de corrompre pour se faire affecter ou maintenir dans les grandes villes. Ils se déplacent dans des conditions immondes pour rejoindre leurs postes de travail, n'ayant parfois pour unique option que la nage ou la marche à pied pour braver les nombreux obstacles qui se hissent sur leurs routes. Nombreux d'entre eux ont subi les foudres des coupeurs de route, des djihadistes dans le grand nord, ou des rebelles ambazoniens dans les régions anglophones. Et même une fois sur place, ces enseignants

ruraux sont accueillis par de piètres dispositions qui transforment leur travail en un véritable calvaire (Feuzeu, 2021). Les bâtiments devant abriter les élèves sont parfois inexistant. Ceux qui accomplissent souvent l'exploit d'exister se trouvent souvent dans un état de décrépitude très avancé<sup>6</sup>. Toutes les facilités que les enseignants ont dans les villes (lumière, réseau téléphonique et internet...) relèvent d'une vue de l'esprit dans plusieurs villages où les enseignants sont affectés. Ajouté à cela, ces enseignants ruraux sont parfois aussi accueillis par des supérieurs hiérarchiques intolérants et dictateurs. Ils travaillent avec du matériel didactique obsolète et désuet, lorsqu'il est même existant<sup>7</sup>. Des fois, un seul enseignant doit tenir à lui tout seul tout un établissement dans sa discipline et même au-delà, etc. (Piebop, 2022b, p. 82).

En peu de mots, ces enseignants croupissent sous le poids de charges excessives de travail et entretiennent souvent des relations tendues avec leur hiérarchie. Ce qui produit une incidence négative sur leurs rendements. Pour cela, certains sont prêts à sacrifier des sommes mirobolantes en corruption pour être affectés dans des zones urbaines plus vivables et plus propices à l'exercice de leur profession. Les pourcentages globaux sur lesquels l'on s'attarde en général, ne constituent d'ailleurs qu'un paravent, car la situation serait bien pire, si l'on les spécifiait davantage aux départements, arrondissements, villes, villages, etc. En réalité, les bons pourcentages de réussite des grandes villes ayant les moyens d'exercer leur art, absorbent la nullité de certains centres ruraux de l'arrière-pays. Ce qui empêche de voir la gravité réelle de la situation dans l'arrière-pays. La preuve en est qu'il existe encore des établissements des zones enclavées et même des grandes villes, qui présentent des taux de réussite de 0 % à cause de leur résultat « néant » ça a d'ailleurs été le cas du lycée d'Anguissa situé en plein cœur de Yaoundé au baccalauréat 2024.

Par ailleurs, grâce à son pouvoir d'attraction élevé des populations rurales, la ville devient le lieu par excellence des investissements les plus porteurs. L'éducation fait justement partie de ces investissements à grand bénéfices. C'est pourquoi les plus grandes demandes et offres en établissements se recensent dans ces villes. La demande très élevée en établissements dans les grandes métropoles comme Yaoundé et Douala par exemple, engendre des marchandages de places allant parfois jusqu'à 50 000 ou 70 000 francs la place, au gré des enchères. Dans ces cités, les effectifs de grands groupes sont inévitables et constituent une raison supplémentaire justifiant les résultats scolaires non efficaces. Cette forte demande en écoles amène plusieurs personnalités à investir dans le secteur de l'éducation. Ce qui n'a rien à voir avec la philanthropie, car il s'agit en général d'hommes et de femmes d'affaire dont le principal objectif est de faire d'excellents chiffres d'affaires. La thèse de l'affairisme est d'autant plus vérifiée que, les coûts de scolarité seraient amoindris ou supprimés dans ces établissements, plutôt que d'être excessivement élevés tel qu'on peut le constater. Pour atteindre leurs objectifs, ils ferment en général les yeux sur les dérives scolaires des parents et de leurs enfants, tant que ceux-ci paient les faramineuses sommes d'argent exigées pour l'accès à ces établissements. Or, de bons résultats scolaires s'obtiennent assez logiquement avec le concours de la discipline et du bon traitement physique, moral, salariale... des enseignants. A Salvation bilingual comprehensive high school de Molyko à Buéa par exemple, le propriétaire de l'établissement utilise la brimade comme principal mode de gestion de son personnel. Il menace de renvoyer des enseignants pour des peccadilles. Rien que pour le cours de l'année académique 2021-2022, 5 personnes différentes ont été remplacées à l'unique poste de principal de son école. Il en a également été ainsi pour 4 censeurs et 6 surveillants généraux qui se sont vus remplacés à tour de rôle au même poste. Depuis octobre 2022 jusqu'à la période de fin d'enquête en septembre 2024, l'école fonctionnait sans principal sur de très longues périodes. Les remplacements d'enseignants quant à eux sont incomptables. Ses discours à l'endroit de son personnel se font en général en de termes égocentriques tels « my school », « it is my school », « don't spoil my school », « I will not allow anybody to jeopardise my school », etc. Pendant les réunions, lui seul détient le monopole de la parole ; la donne et la retire à qui il souhaite, non sans taxer les discours de certains de « foolish » ou d'« inconsistent ». Il prétend vouloir de bons résultats. Et pourtant, c'est encore lui qui ordonne de recruter des enfants décrocheurs, sans niveaux scolaires requis pour les classes sollicitées. Il ordonne aux enseignants de ne pas remplir dans les bulletins des élèves d'un niveau pourtant alarmant, des notes en deçà de 8/20, parce que cela

pourrait d'après-lui amener les parents à retirer leurs enfants de son école au profit d'autres écoles qui demeurent à l'affût. C'est ce qui se dégage des propos suivants de l'un de ses censeurs à l'endroit d'un nouvel enseignant de français: « Do you know what it takes to us to have these students in schools? If you put those marks in their report cards, their parents will take them away from this school. And other schools are ready to welcome them. So please madam see how you can change them before keying them in at the multimedia center» (Piebop, 2022, pp. 74-75). Conscients de cette réalité, les élèves dont les effectifs sont largement débordants, allant parfois jusqu'à 250 élèves en Form 1 et Form 2 Industrial, form 5 Industrial, form 5 Grammar, etc. en profitent pour se laisser à aller à la paresse et à la délinquance et surtout aggraver leur aversion pour le français. Paradoxalement, c'est encore ce promoteur qui s'en prend à ses enseignants lorsque les résultats aux GCE A/L et O/L reflètent les piétres niveaux réels des élèves en les menaçant de les renvoyer et d'en recruter d'autres plus efficaces.

L'inégale répartition des ressources est également en relation avec les infrastructures qui ne sont pas disséminées sur toute l'étendue du territoire à des proportions identiques, équilibrées ou alors en fonction des besoins exprimés. En effet, devant la démission progressive de l'Etat dans les financements scolaires, des particuliers, en général des élites, a pris le relais en s'impliquant plus activement dans la gestion des établissements à travers les APEE. Cette initiative née dans le sous-système anglophone n'a pas tardé à prendre corps dans le sous-système francophone. Y étant, elle a fait l'objet d'une appropriation, mieux d'une réappropriation qui profite plus à certaines populations qu'à d'autres. Le cas le plus singulatif demeure celui des ressortissants de la région de l'Ouest mentionné plus haut, qui à travers des initiatives personnelles en groupes ou associations, des forces vives de tous les bords (diaspora, homme d'affaires, et travailleurs de toutes les sphères de la société, etc. élite politique, intellectuelle, économique) équipent les établissements de leurs localités d'origine, mais également ceux des grandes villes où ces ressortissants abondent. C'est donc assez logiquement que les ressortissants de la région de l'Ouest viennent généralement en tête dans les statistiques aux examens certificatifs et concours. Il s'agit là d'un phénomène normal qui contribue à démontrer qu'ils sont les meilleurs, non pas parce qu'ils sont les plus intelligents du Cameroun, mais d'abord et surtout parce qu'ils fréquentent dans de meilleures conditions par rapports aux ressortissants d'autres régions. Autrement dit, la situation aurait pu être pareille dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est ou du Nord qui du fait de leurs faibles rendements scolaires, sont déclarés Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Mais l'engagement des élites, qui pour la plupart ne sont pas informés et convaincus de la contribution de l'éducation dans le processus de développement d'un pays, n'est pas le même. Etant donné que la majorité de ces élites demeurent encore très marquées par les pesanteurs socioculturelles et qu'elles se sont en général enrichies sans l'apport de l'école (grands commerçants, éleveurs de bétails, cultivateurs, etc.), ils ne voient pas la nécessité d'y investir.

Le dépouillement et les décomptes des conversations ont révélé que 23 participant justifient la médiocrité qui caractérise actuellement le système éducatif camerounais en évoquant la disposition étatique d'équilibre régional, instituée par l'arrêté n°4107 du 04 août 1982, modifié et complété par la décision n° 0015/MINFOPRA/CAB du 20 Août 1992 portant application de l'article 55 du décret n°90/1087 du 25 juin 1990 et actualisant certaines dispositions de l'arrêté n°4107 du 04 août 1982. L'équilibre régional est une donnée sociologique à appliquer lors des recrutements des agents publics et autres concours administratifs sur le territoire camerounais. A cet effet, des quotas et des pools précis de candidats sont réservés aux ressortissants de chaque région du pays. Peut-être, cette mesure avait-elle été mise sur pied en son temps pour résoudre des problèmes réels et ponctuels. Mais rendu dans le contexte actuel, elle semble plutôt s'affirmer comme un véritable frein à l'émulation, à la compétition, aux compétences et aux performances... qui sont pourtant des conditions sine qua non du développement tant souhaité pour le Cameroun. Etant donné leur dynamisme remarquables (Kaffo, 2019), les ressortissants de la région de l'Ouest passent par exemple pour être les plus lésés par cette loi de l'équilibre régionale, car ceux-ci mettent en jeu de colossaux arsenaux pour s'éduquer, se former, s'instruire, mais sont disqualifiés lors des concours en dépit de leurs bonnes performances au profit des plus faibles et des moins compétents originaires

d'autres régions du pays, parce que l'Etat souhaite assurer « l'équilibre sociologique » et respecter les pourcentages de recrues arrêtés pour chaque région lors de recrutements. Cet état de choses est de nature à frustrer ces ressortissants de la région de l'Ouest et de toutes les autres régions qui œuvrent pour le développement de l'éducation. Bien plus encore, il maintient le pays tout entier dans le sous-développement, car les plus doués et qualifiés, les plus compétents et les plus performants qui auraient pu impacter positivement le développement multidimensionnel du pays sont délaissés au profit des moins scolarisés, des moins performants, des médiocres. En un mot, l'inaptocratie ou ineptocratie, puisqu'il s'agit bien d'elle, contribue fortement à rabaisser le niveau de l'éducation et le développement du Cameroun tout court.

L'on ne saurait clore cette discussion sur les raisons des performances mitigées des élèves et étudiants au Cameroun, sans évoquer la responsabilité parentale, même si ce ne sont que 35% (27 personnes) des enquêtés qui l'ont formellement reconnu. Ce qui n'était pas surprenant, car la plupart étaient des parents d'élèves. A cause des contraintes liées à un quotidien de plus en plus difficile à négocier du fait de l'inflation, de la misère, de la souffrance exponentielles actuelles, les parents et les tuteurs des élèves sont très absorbés par leurs occupations quotidiennes et leur quête du bien-être (Piebop, 2018, 2022b). Ce faisant, ils démissionnent et se dérobent de l'éducation familiale qui leur incombe. Les enfants sont alors abandonnés à eux-mêmes, sans aucun suivi ou assistance (Mvesso, 2017). La population scolaire étant essentiellement constituée de pré-adolescents et d'adolescents, généralement incapables de se prendre adéquatement en charge en l'absence des parents ou gardiens, surviennent des dérives multiformes. En l'absence des parents pour les contraindre à leurs tâches, très peu d'enfants pensent à apprendre ou à réviser leurs leçons. De même, des enfants sans surveillance parentale s'accordent facilement de compagnie douteuse, voire dangereuse. Les émissions regardées à la télévision ou les sites visités sur Internet se font sans aucune restriction, et c'est ainsi que les mœurs des enfants sont très vite corrompues par des pratiques sexuelles, comportementales ou morales déviantes et somme toute impropres à l'idiosyncrasie camerounaise d'origine. Toutes ces aliénations socioculturelles sont transposées à l'école où la prostitution, la consommation des produits narcotiques, les violences physiques, psychologiques et sexuelles fusionnent et transforment les établissements scolaires en véritables jungles ; rendant de la sorte presqu'impraticables les activités d'enseignement-apprentissage (Piebop, 2023, p. 124). Les cas des enseignants violentés et même tués par les élèves en plein exercice de leurs fonctions demeurent encore parlants. Tous ces drames demeurent en tout premier lieu imputables à une défaillance d'éducation initiale des enfants depuis le cocon familial où ils se doivent de recevoir l'abécédaire des valeurs morales et sociétales ; ce, avant même qu'ils n'entrent en contact avec l'éducation scolaire et l'éducation professionnelle qui elles, ne viennent que compléter l'éducation familiale. Et si à cela s'ajoutent les textes ministériels réduisant les pouvoirs des enseignants et des administrateurs (menace contre les usagers de la chicotte, punition et suspension des enseignants qui ripostent à la violence...), alors on ne devrait pas s'étonner du niveau réel actuel de l'éducation au Cameroun.

## **Implications pédagogiques : Comment améliorer la situation scolaire au Cameroun ?**

On l'a vu, l'éducation au Cameroun reste sujette à plusieurs problèmes qui plombent l'effectivité des résultats auxquels l'on se serait attendu. Etant donné que le niveau de développement d'un pays n'est en général que le reflet de son niveau d'éducation et de sa formation professionnelle (Noumba, 2006), il devient d'une urgence accrue de trouver et de mettre en œuvre des solutions qui permettront au Cameroun de prendre définitivement son envol socio-économique et de s'imposer dans le concert des nations. Pour cela, il est question d'opérer de grandes et profondes mutations qui pourront sortir l'éducation de l'état inquiétant dans lequel gît actuellement.

L'une des premières mesures à prendre serait que le gouvernement qui jusque -là se désengage progressivement de sa mission régaliennne de construction et de financement des écoles reprenne et

assume les responsabilités qui lui incombent. C'est à l'Etat que revient la tâche d'enraciner et de vulgariser une politique éducative efficace qui épanouit le peuple tout entier. A ce sujet, c'est lui qui devrait créer, financer et assurer le bon fonctionnement scolaire et de façon équilibrée sur tout le territoire national. Sa démission de ces missions crée une évolution à double vitesses de l'éducation dans les différentes régions du pays. De par ses schèmes socioculturels qui la prédispose à l'entrepreneuriat, et à la vie associative (Siakau, 2000), les ressortissants de la région de l'Ouest ont par exemple rapidement compris ce désistement graduel de l'Etat sur le plan éducatif et ont pris le relais. C'est pourquoi les élites économiques, politiques et intellectuelles de l'Ouest ne cessent de conjuguer leurs efforts pour donner le meilleur à leurs ressortissants en termes d'éducation. Ce qui a des impacts considérables et positifs sur les la qualité et les niveaux d'éducation reçus par leurs ressortissants en priorité, même si ceux d'autres régions en bénéficient également. A côté des populations de l'Ouest, il existe des peuples ressortissants ou élites d'autres régions telles que l'Est, l'Adamaoua, le Nord par exemple... qui n'ont pas le même engouement et le même esprit pour des investissements contribuant à rehausser le standard de l'éducation et qui préfèrent accorder plus d'importance à d'autres domaines d'investissement, tels que la religion avec les constructions de somptueuses mosquées et églises, etc. Ce qui crée des frustrations. Ici, il n'est pas question de fustiger les appuis multiformes des populations à l'Etat. Les populations devraient aider l'Etat, mais sans le remplacer l'Etat, car chacun a un rôle bien déterminé à jouer dans la chaîne éducative. Mais au regard du désengagement chaque jour un peu plus exprimé de l'Etat, on risque de se retrouver dans une jungle éducationnelle où en fonction du degré de dynamisme des élites politiques, économiques et intellectuelles de chaque communauté, on se retrouve avec des investissements et des niveaux de développement à vitesses multiples. Cet état de choses crée déjà suffisamment de frustrations et de jalousie, voire de tribalisme au sein de la population. Il est donc question pour l'Etat, en tant que régulateur des préoccupations publiques, de créer, d'organiser, d'équiper et d'assurer de façon équitable le bon fonctionnement des écoles partout dans le pays. Pour que cela soit possible, il faudrait qu'il soit assez rigoureux pour ne faire confiance qu'en des dirigeants visionnaires, soucieux du devenir de l'éducation et du développement pluriforme du pays ; des dirigeants qui au lieu de se servir, devraient plutôt se mettre au service des populations jusque-là abandonnées à elles-mêmes et vivant dans une extrême misère.

C'est une évidence pour qui vit au Cameroun que la misère, la pauvreté et l'inflation exponentielles affectent les parents et limitent les investissements qu'ils auraient pu faire pour leurs enfants, si la situation avait été meilleure. Dans les régions du septentrion par exemple la plupart des parents ne vivent que du petit commerce, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, etc. A l'Est, dans le Sud et dans le Centre profond, c'est de la chasse, de la culture du cacao en général que vivent les parents. Et pour que leurs activités prospèrent, ils ont en général besoin d'une main d'œuvre abondante. N'ayant pas d'autres choix, ils gardent leurs enfants avec eux et loin de l'école pendant les saisons hautes pour leurs activités génératrices de revenus (pour des besoins de pâturage, de semaines, de récolte, etc.) En agissant de la sorte, les niveaux scolaires de ces enfants ne peuvent qu'être déplorables, même si ma mesure de « promotion collective » les propulse dans des classes supérieures en fin de chaque année. Pour remédier à cette navrante situation, l'Etat devrait, dans la mesure où c'est lui qui détient tous les moyens de production et de contrôle, tout mettre en œuvre pour combattre la pauvreté et la vie chère. Ceci en mettant en place des conditions de vie acceptables pour tous (à travers des nominations objectives de personnes effectivement compétentes et méritantes, la réduction des taxes et autres impôts, la répartition équitable des enseignants sur tout le territoire...). Ce préalable se transformera en un atout pour mieux convaincre les parents sollicitant l'assistance de leurs enfants dans leurs activités génératrices de revenus à les laisser se concentrer sur leur scolarisation, et leur professionnalisation. Ce qui pourrait plus tard accroître les revenus de toutes les familles.

Qui plus est, la répartition inégale et à tête chercheuse des enseignants sur le territoire national défavorise cruellement les zones qui n'en ont pas assez. A cause des conditions invivables à la limite de travail des enseignants en milieu rural (Feuzeu : 2021), la corruption a fait son nid dans le système étatique. A la sortie des écoles de formation, certains enseignants usent de tous les moyens

à leur portée pour être affectés dans des villes où les conditions de vie et de travail sont plus tolérables. Ce scénario de corruption est identique pour les enseignants ruraux qui chaque jour vident les campagnes vers les villes ou l'étranger. Pendant ce temps, les villes quant à elles sont submergées d'enseignants assez souvent sous utilisés et oisifs, qui auraient pu relever le niveau de l'éducation dans les zones rurales. Les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua... font partie de ces zones où à cause des ravages de la secte islamique Boko Haram, additionnés aux conditions de climatiques rudes, l'éloignement des pouvoirs centralisés à Yaoundé la capitale, les voies d'accès presqu'impraticables, se désemplissent sans cesse d'enseignants qui y sont envoyés. D'où les manques criards d'enseignants dans ces zones (SNAES, 2022). La situation demeure pareille dans les deux régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest où à cause de la crise anglophone et les horreurs de combattants ambazoniens envers les populations et enseignants surtout, ces derniers mettent au service de la corruption des montants éléphantesques pour ne pas être affectés dans ces zones, ou pour en sortir.

Pour résoudre ce problème de déficit d'enseignant dans certaines localités, l'Etat avait en son temps crée l'Ecole Normale de Maroua par décret présidentiel n°2008/282 du 09 août 2008, avec pour objectif d'y former en priorité des natifs et des ressortissants de cette région en général qui supporteraient mieux les affectations dans cette région, parce-que étant déjà habitués à ce biotope. Il s'agissait pour ces recrues originaires du septentrion, de relever le niveau d'éducation de leurs ressortissants. Malheureusement, cette initiative s'est vite muée en un tremplin pour les natifs de ces trois régions du septentrion, vue la priorité qui leur était accordée dans les recrutements à l'école nationale de Maroua, pour obtenir au moyen de la corruption et des relations avec des personnalités hautement placées dans l'administration, un matricole dans la fonction publique et rien d'autre. C'est ainsi que la plupart de ces enseignants ont déserté le septentrion et se sont frayé un chemin dans les mailles du gouvernement menant vers d'autres ministères plus avantageux et moins contraignants. A la vérité, très peu nombreux sont ceux des natifs du septentrion qui y sont effectivement restés après leur formation à l'école normale de Maroua, tel que le prévoyait l'objectif de création de cette école. La conséquence de ce phénomène se lit clairement à travers les niveaux et les résultats scolaires calamiteux qui proviennent encore de ces régions, malgré la proximité de l'école normale supérieure de Maroua (SNAES, 2022). La solution efficace à ce type de préoccupation réside dans la rigueur dans la gouvernance et l'application des décisions d'une part, et dans l'éradication de la corruption d'autre part. Une longévité accrue à un poste de responsabilité surtout, prive ce secteur de nouveaux souffles, idéaux et inspirations. Elle contribue plutôt à plomber l'esprit de dépassement de soi, et surtout, laisse le temps nécessaire pour créer et huiler des réseaux mafieux. Le ministre de l'enseignement supérieur est une vibrante illustration de cette longévité, avec 14 ans en 2025 à la même fonction. Le dernier remaniement ministériel en lui-même date de plus de 5 ans. Bref, il est question que les dirigeants soient dans l'ensemble plus responsables.

En plus, traiter les enseignants avec plus de considération sera déjà un pas vers l'amélioration du niveau de l'éducation au Cameroun. Si les conditions de travail étaient meilleures, les enseignants ne se retrouveraient certainement pas entraînés à envahir d'autres ministères, tel qu'on l'observe actuellement avec des détachements massifs d'enseignants vers d'autres ministères, ou alors leur décrochage pur et simple. De même, si des primes de risque étaient octroyées aux enseignants travaillant dans des zones difficiles ou à risque comme l'Extrême-nord, le Nord-ouest, le Sud-ouest... ils ne déserteraient pas ces zones ou alors, le feraient avec un impact amoindri. Mais au lieu de tous ces avantages, l'Etat les traite avec tellement de désinvolture que cela ne peut que les pousser au découragement et aux grèves continues, comme celle d'OTS. Pour maîtriser cette récente grève l'Etat avait promis d'éponger progressivement toute sa dette envers les enseignants. Jusqu'à présent, très peu a été fait. En termes de priorité, il était question d'automatiser les avancements et autres prestations familiales actes de carrières, afin de mettre un terme à l'arnaque des enseignants par des réseaux mafieux qui raquent abusivement les enseignants. Rien n'est encore effectif. Malgré les mises à niveau indiciaires de la plupart des fonctionnaires de l'éducation, le rappel des salaires se fait au compte goûte, etc. Et pourtant, la quasi-totalité des problèmes des

enseignants seraient résolus si leur statut particulier qui est d'actualité depuis 2000 et qui du reste a déjà été toiletté et mis en jour, était purement et simplement validé par la signature de qui de droit. Cela leur permettrait de sortir de l'ornière et de la clandestinité pour jouir désormais d'une protection et d'un encadrement juridique qui les épanouirait et les disposerait à plus d'engouement et de sacrifices dans l'exercice de leurs fonctions.

Pareillement, le désenclavement de toutes les zones, qu'elles soient urbaines ou rurales et leur arrimage aux données du nouveau monde (internet, eau, électricité, routes, réseau de câblage, médiathèques, salles de cinéma, centres de ressources multimédias...) ; encouragerait les enseignants à rejoindre leurs postes, même dans les coins les plus reculés et à y demeurer pour exercer leur métier. Ce qui aurait pour incidence principale l'amélioration des niveaux éducatifs des élèves. Ce faisant, la corruption en plein épanouissement dans les ministères des enseignements prendrait un sérieux coup, puisque les enseignants n'auraient plus besoin de corrompre pour sortir des zones enclavées qui actuellement constituent un véritable calvaire pour eux.

En outre, l'éducation ne réussit que lorsqu'elle se pratique dans des conditions appropriées. Voilà pourquoi elle s'épanouit en général dans les pays développés, avec des taux de réussite frôlant le 100 % tel qu'on l'a vu au Canada et en France. L'Etat, principal garant des institutions et de la société, devrait mettre en place des conditions qui en facilitent la pratique. Il s'agit pour lui non seulement d'insuffler concrètement le développement, mais bien plus encore d'équilibrer le développement dans toutes les régions du pays, afin de permettre à toutes les couches de la population de bénéficier de meilleures conditions de vie. Ces meilleures conditions de vie se résument en une augmentation du pouvoir d'achat des citoyens. Elles contribueraient grandement à l'essor de l'éducation. Une vie moins chère, une bonne rémunération, des facilités encourageant l'investissement telles que la réduction des impôts et autres taxes... permettraient par exemple aux parents de moins stresser pour la pitance quotidienne de leurs familles. Par ricochet, ils seraient plus présents et plus disponibles à la maison pour assumer l'éducation familiale et inculquer aux enfants les valeurs morales et les savoirs sociaux culturellement camerounais. En plus, cela permettrait aux parents de prendre les dispositions nécessaires pour la réussite de leurs enfants (achats au complet des fournitures de classe, services de répétiteurs si nécessaire, etc.), assurer le relais de l'école en aidant par exemple les enfants à faire leurs devoirs, etc. Ce relais s'étendrait également à l'entretien d'une communication fluide, suivie et régulière avec l'établissement. Ce qui permettrait de mieux suivre les enfants, de prévenir d'éventuelles dérives ou désorientations et d'intervenir suffisamment à temps pour les éradiquer si nécessaire (Mvesso, 2017).

Ceci ne dédouane pas pour autant les parents de la chaîne des responsabilités. En effet, pour que les niveaux scolaires s'améliorent au Cameroun et que le pays puisse effectivement prendre le train du développement, les parents gagneraient à assumer proprement leur partition. C'est vrai qu'il leur faut travailler d'arrache-pied pour soutenir les coûts d'écolage de leurs enfants (frais de scolarité, transport, nutrition, argent de poche, tenue de sport...) qui subissent au jour le jour des hausses vertigineuses. Il paraît aussi indéniable que l'inflation atteint des pics jamais égalés actuellement, avec la hausse de toutes les denrées et tous les services (logement, habillement, etc.) Pourtant, il reste que l'éducation commence à la maison, et que c'est le devoir des parents de braver les obstacles qui se hissent sur le chemin et d'assurer le suivi de leurs enfants, afin d'établir un climat de convivialité et de confiance qui convainc les enfants à partager leurs soucis pour que des solutions appropriées y soient apportées à temps. Ce sont également les parents qui devraient apprendre les règles basiques du savoir-vivre en société aux enfants. L'école ne venant qu'en appui à ce rôle, en plus de celui d'instruire auquel elle est astreinte. Par conséquent, il n'est pas inutile de rappeler que les parents devraient trouver du temps pour leurs enfants. Ils doivent trouver le temps de contrôler leurs compagnies, afin d'extirper en temps opportun, celles qui leur paraissent suspectes. Ils devraient également veiller sur eux sur les plans physique (tenues vestimentaires, bonne toilette, etc.) et morale (bon état d'esprit, bonnes mœurs, etc.). Ils devraient communiquer suffisamment avec les enfants afin de les éduquer aux valeurs morales traditionnelles du contentement, et de la confiance en soi. Ce qui réduirait considérablement leur vénération actuelle des culturelle et mœurs étrangères véhiculées par les médias. Cela les cultivera aussi à résister aux

propositions malsaines d'éventuels prédateurs à l'école ou en cours de chemin, sur Internet, etc. A cause de l'énorme pollution médiatique, les parents devraient aussi filtrer les contenus numériques radiophoniques et télévisés de leurs enfants et ne mettre à leur disposition que ceux qui favorisent leur éducation. Ce sont aussi les parents qui devraient fouiller les sacs, les chambres et les affaires de leurs enfants ; ceci dans l'optique de vérifier qu'ils n'y cachent pas des choses néfastes (objets dangereux : couteaux, lames, drogue, cigarettes...). Ce serait là, la participation des parents, en tant que partenaires de l'éducation, à la réussite scolaire, sociale et plus tard professionnelle des enfants.

Dans une optique d'équilibrage du développement, l'Etat devrait combattre l'inaptocratie et l'inertie ambiante pour promouvoir l'émulation, l'excellence académique et professionnelle qui à leurs tours qualifieront les Camerounais et les rendraient plus compétitifs et assez efficaces pour booster le développement du pays dans toutes ses dimensions. A cet effet, après s'être rassuré de l'équilibre et de la méritocratie dans les affectations, du bon traitement des enseignants (Piebop, 2022) et de leur présence effective à leurs postes, il sera question dans la deuxième étape de veiller à des conditions d'évaluation plus sélectives et rigoureuses. Pour parfaire cette disposition, le phénomène de « promotion collective » devrait être éradiqué ou redéfini, afin de céder la place à la méritocratie et aux bonnes performances comme première condition d'accès aux niveaux scolaires supérieurs et /ou d'insertion professionnelle.

Par ailleurs, la disposition prônant l'équilibre régional devrait également disparaître au profit de la méritocratie et de l'excellence à un moment où le pays a plus que jamais besoin de prendre ses marques et de voguer avec assurance en direction du développement. En l'état actuel des choses, l'équilibre régional favorise les âmes bien nées et parfois analphabètes, qui ne peuvent pas apporter grand-chose à l'évolution de la nation. Nombreux sont les maires, les sénateurs, les députés, les candidats à des concours publics, qui parce qu'ils appartiennent à certaines régions, jouissent d'un luxe ostentatoire et insolent et qui ne se font pas prier pour se moquer des misérables et moins chanceux, qui ont pourtant de meilleures qualifications qu'eux. Parce qu'ils sont avantageés par l'équilibre régional, certains analphabètes emploient et maltraitent des personnes bien plus alphabétisées et formées qu'elles. Il devient clair que ce type de personne ne comprendrait pas l'importance d'une éducation de qualité pour un pays et ne souhaiterait probablement pas investir dans ce domaine. Entre temps, on assiste à un gaspillage de potentialités de personnes et ressources compétentes qui auraient pu développer le pays, mais qui sont écartées de la gestion des affaires du pays à cause de l'équilibre régional. Cette situation engendre. Assez logiquement, les incompétences scolaires de personnes privilégiées au détriment d'autres plus compétentes, se répercuteront plus tard sur leurs rendements professionnels. Cet équilibre régional n'est donc en un mot qu'un hymne à la paresse qui poussera les ethnies les plus favorisées au relâchement de leur ardeur à l'école et au travail, en comptant sur les pourcentages qui leur sont d'office réservés pendant les concours, quelles que soient leurs performances finales.

Si l'équilibre régional constitue un frein au rayonnement de l'éducation, le tribalisme ou la xénophobie en sont d'autres. Il n'y a pas que des natifs d'une région ou d'un village qui puissent les développer ou en constituer des élites. Il est difficile pour des ressortissants du grand Sud Cameroun d'obtenir des postes élevés comme celui de proviseur par exemple, dans le septentrion. Pareillement, espérer obtenir ce poste dans la région anglophone du Sud-ouest particulièrement, sans être au moins d'origine anglophone relève d'un parcours du combattant. On a l'impression que tous ces postes sont pris en otages, confisqués par les ressortissants de ces régions. Et pourtant les ressortissants de ces mêmes ethnies xénophobes et tribalistes qui se plaisent à clamer que « ce sont nos postes ! C'est chez nous... », obtiennent et jouissent des nominations dans les autres régions du pays. La sagesse, l'éducation, les postes éducatifs ne sont le monopole d'aucune ethnie ou région. Des comportements plus responsables et dépouillés de ce fléau permettraient certainement de conjuguer toutes les forces vives provenant de tous les coins et recoins du pays pour qu'enfin de compte, ce soient l'éducation et le Cameroun qui triomphent.

## Conclusion

Le présent travail avait pour objectif d'analyser et de comprendre le niveau de l'éducation au Cameroun. Après une contextualisation de la question, il est apparu qu'au lieu de s'améliorer au fil du temps comme dans d'autres pays, le système scolaire du Cameroun bat plutôt de l'aile et évolue en dents de scie, avec des résultats dans l'ensemble insuffisants, lorsqu'ils ne sont pas simplement faibles. L'analyse de cette situation a exposé un chapelet long à égrener, avec entre autres le développement inégal des localités du Cameroun qui fait des zones enclavées et défavorisées par le climat et les instabilités, un enfer pour les enseignants à vocation rurale. Ont également été pointés du doigt, la corruption exacerbée, les détournements des fonds alloués à l'éducation ou leur répartition inéquitable sur l'ensemble du triangle national. Les mauvaises répartitions et les traitements dégradants réservés aux enseignants n'étaient pas en reste, tout comme les politiques éducatives de la promotion collective, les modulations de notes pendant les corrections des examens officiels, la suppression des notes éliminatoires, la démission des parents et tuteurs, les violences scolaires multiformes et sociétales. Par ailleurs, le désengagement progressif de l'Etat dans le financement et l'entretien des établissements, au même titre que l'équilibre régional n'étaient pas de nature à favoriser une éducation de qualité au Cameroun. Cette autopsie a débouché sur des suggestions qui avaient pour but de réorienter le système éducatif vers des horizons plus glorieux. Il est alors apparu que relever le niveau de l'éducation au Cameroun passait par le réengagement de l'Etat dans ses missions régaliennes. Ceci était possible à travers la réorientation du rôle de l'élite qui devrait aider l'Etat, sans pour autant le remplacer et porter à sa place toutes les responsabilités qui lui incombent. Il était aussi question d'équilibrer la répartition des ressources sur tout le territoire national sans exception, d'accroître le pouvoir d'achat des populations, d'opérationnaliser les pratiques didactiques, docimologiques et pédagogiques, afin d'extraire celles qui tirent l'éducation par le bas. A la place de l'augmentation des frais de dossiers d'examen tel qu'annoncé récemment par le ministère de l'éducation de base, une suppression réelle des frais d'écolage, du moins leur amoindrissement, pourrait améliorer le sort de l'éducation au Cameroun. Ainsi l'étude théorise en dernier ressort que l'amélioration des conditions de vie de tous les acteurs de la chaîne éducative au Cameroun impactera à coup sûr l'éducation et la rendra plus efficace et compétitive tout en galvanisant le développement du pays. Malgré ces résultats, il reste qu'un échantillon plus représentatif aurait permis de recueillir plus d'informations et de précision sur l'étude.

## Notes de fin

<https://www.mobile.camerounweb.com/CemeroonHomePage/NewsArchive/Deux-candidates-au-GCE-O-Level-arrestees-pour-fraude-326169>

<sup>2</sup> <https://datacameroon.com/examens-officiels-les-frais-de-correction-toujoursattendus/>

<sup>3</sup> <https://Camer.be/amp/90345/1111/cameroun-lycee-de-nkol-et-on-a-yaounde-voici-lescauses-de-la-bagarre-entre-une-eleve-et-une-surveillante-cameroun.html>

<sup>4</sup> <https://www.camer.be/79242/11:1/cameroun-nord-ouest-36-enseignants-sactionnes-pour-abandon-de-poste-cameroun.html>

<sup>5</sup> <https://www.stopblablam.com/societe/2904-6463-covid-19-15-000-tablettes-aux-eleves-des-classes-dexamen-pour-assurer-la-continuite-pedagogique>

<sup>6</sup> <http://actucameroun.com/2021/01/26/education-peril-sur-lecole-en-milieurural/amp/>

<sup>7</sup> <http://lymvision.unblog.fr/les-problemes-de-leducation-au-cameroun/>

## A propos de l'auteur

**Céphanie Mirabelle Gisèle Piebop** est une enseignante de formation, et un produit de l'université de Yaoundé I. Ses champs de recherche sont l'éducation, la socio(linguistique), la littérature négro-africaine, la didactique des langues, la traduction, les humanités numériques, etc. 0009-0002-3432-5447

**Financement:** Cette recherche n'est pas financée.

**Remerciements:** Non applicable

**Originalité :** Notre protocole évalue l'impact sur la créativité et la coopération via une grille critériée.

**Conflits d'intérêts:** Les auteurs ne déclarent aucun conflit d'intérêts.

**Déclaration sur l'intelligence artificielle:** L'IA et les technologies assistées par l'IA n'ont pas été utilisées.

## Références

- ActuCameroun. (2023, August 9). *Le GCE sanctionne près de 2000 candidats pour fraude aux examens*. Actu Cameroun. <https://www.actucameroun.com/2023/08/09/le-gce-board-sanctionne-pres-de-2-000-candidats-pour-fraude-aux-examens/amp/>
- ActuCameroun.com. (2021). *Education: péril sur l'école en milieu rural*.  
<http://actucameroun.com/2021/01/26/education-peril-sur-lecole-en-milieurural/amp/>
- ActuCameroun.com. (2021). *Frais d'APÉE: Nalova Lyonga fixe le montant à 25.000 F CFA et exige le remboursement du trop perçu aux parents*.  
<http://www.google.com/actucameroun.com/2021/09/19/frais-dapee-nalova-lyonga-fixe-le-montant-a-25.000-fcfa-et-exige-le-remboursement-du-trop-percu-aux-parents/amp>
- Banque Mondiale, BIRD, ID. (2012). *Améliorer l'éducation au Cameroun en agissant sur l'offre et la demande*. <http://www.banquemondiale.org>
- Buchanan, J. (2010). May I be excused? Why teachers leave the profession. *Asia Pacific Journal of Education*, 30(2), 199–211.
- Camer.be. (2020). *Nord-Ouest: 36 enseignants sanctionnés pour abandon de poste*.  
<https://www.camer.be/79242/11:1/cameroun-nord-ouest-36-enseignants-sactionnes-pour-abandon-de-poste-cameroun.html>
- Camer.be. (2022). *Lycée de Nkol-Eton à Yaoundé: Voici les causes de la bagarre entre une élève et une surveillante*. <https://www.camer.be/amp/90345/1111/cameroun-lycee-de-nkol-eton-a-yaounde-voici-lescauses-de-la-bagarre-entre-une-eleve-et-une-surveillante-cameroun.html>
- Camerounactuel.com. (2022). *Grève des enseignants: le mouvement « OTS » désavoue le gouvernement*. <http://camerounactuel.com/greve-des-enseignants-le-mouvement-ots-desavoue-le-gouvernement/?amp=1>
- Commission Européenne, Direction Générale de l'Éducation et de la Culture. (2000). *Rapport européen sur la qualité de l'éducation scolaire: Seize indicateurs de qualité*.
- DataCameroon.com. (2021). *Examens officiels: frais de correction toujours attendus*.  
<https://datacameroon.com/examens-officiels-les-frais-de-correction-toujoursattendus/>
- Delors, J. (1996). *L'éducation: un trésor est caché dedans*. UNESCO.
- Djilo Simo, J. (2021). *Les moissonneurs étaient abondants, les ouvriers aussi. Mais où est passée la moisson ?* <https://datacameroon.com/examens-officiels-les-frais-de-correction-toujours-attendus/>
- Feuzeu, F. (2020). Les violences en milieu scolaire au Cameroun: Regard croisé sur un fléau aux conséquences dramatiques. *International Multilingual Journal of Science and Technology*, 5(12), 2135–2148. <http://www.imjst.org>
- Feuzeu, F. (2021). Les problèmes de l'éducation en zones rurales: Une approche empirique. *International Multilingual Journal of Science and Technology*, 6(4), 2993–3007.  
<http://www.imjst.org>

- Fogno, J. C. (2012, August 7). *GCE Board: 353 élèves et enseignants suspendus pour fraude.* Cameroon-info.net. <http://cameroon-info.net/article/gce-board-353-eleves-et-enseignants-suspendus-pour-fraude-153816.html>
- Joanis, M. (2002). *L'économie de l'éducation: Méthodologies, constats et leçons.* CIRANO.
- Kaffo, C., et al. (2019). Les cérémonies funéraires à l'Ouest-Cameroun. *Géographie et cultures*, 110, 13–32. <http://journals.openedition.org/gc/12127>
- Kalai, L. (2023). Approche contrastive : une opportunité pour prévoir et expliquer les réalisations linguistiques défectueuses des apprenants tunisiens. 1(2), 282–297. <https://hal.science/hal-04390855>
- Kirsch, R. (2006). *L'abandon volontaire de la carrière chez des enseignants débutants du primaire et du secondaire au Québec* (Unpublished master's thesis). Université de Montréal.
- Lymvision. (2002). *Les problèmes de l'éducation au Cameroun.* <http://lymvision.unblog.fr/les-problemes-de-leducation-au-cameroun/>
- Mba, G., & Piebop, G. (2022). Paramètres psychopédagogiques à l'épreuve de l'enseignement des langues maternelles au Cameroun. *Revue Mashamba*, 2(1).  
[https://www.revues.scienceafrique.org/mashamba/texte/mba\\_et\\_piebop2022](https://www.revues.scienceafrique.org/mashamba/texte/mba_et_piebop2022)
- Moto Zeh, C. (2020). Développer l'éducation et éduquer au développement: Et si chacun jouait son rôle ? *EIP Magazine*, 21–24.
- Mvesso, A. (2017). *Assister son enfant dans ses études aujourd'hui au Cameroun: Quel paradigme, quelles méthodes ?* Les Presses Universitaires de Yaoundé.
- Nguelo, L. (2018). *Ouest/Education: Le sénateur Sylvestre Ngouchinghe fait un don de 120 salles de classe à l'État.* Ouestmediainfo.com.  
<https://www.ouestmediainfo.com/index.php/société/209-ouest-education-le-senateur-sylvestre-ngouchinghe-fait-un-don-de-120-salles-de-calle-a-l-etat/>
- Nouumba, I. (2006). *Un profil de l'abandon scolaire au Cameroun* (pp. 1–30). Journées scientifiques du réseau Analyse Économique et Développement.
- PASEC. (2015). *PASEC 2014: Performances des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone.* CONFEMEN.
- PASEC. (2016). *Performance du système éducatif camerounais: Compétences et facteurs de réussite au primaire.* CONFEMEN.
- PASEC. (2019). *Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone.* [https://www.pasec.confemen.org/wp-content/uploads/2021/01/RapportPasec2019\\_sitePasec.pdf](https://www.pasec.confemen.org/wp-content/uploads/2021/01/RapportPasec2019_sitePasec.pdf)
- Piebop, G. (2021). Ressources traditionnelles et religieuses au secours d'une société camerounaise prise dans. *Legs et littérature*, 17, 123–144.
- Piebop, G. (2022). Examens scolaires et traitements réservés aux enseignants au Cameroun. *Annals of the University of Craiova, Psychology-Pedagogy*, 44(2), 77–88.
- Piebop, G. (2023). Système scolaire camerounais et violences. *Annals of the University of Craiova, Psychology-Pedagogy*, 45, 122–136.
- Piebop, G. (2024). Digitalisation des enseignements au Cameroun: Enjeux, adéquation et faisabilité. *Revue REFSICOM*, 15(2). <http://refsicom.org/1495>
- Piebop, G. (2025). Santé mentale, violences scolaires: Quels défis pour le Cameroun ? *Annals of the University of Craiova, Psychology-Pedagogy*, 47(1), 307–321.

- Piebop, G. M. C. (2020). Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun. *Mashamba*, 1(1).  
<https://www.revues.scientifiques.org/mashamba/texte/piebop2020/>
- Siakeu, G. (2000). *Les enfants en déperdition scolaire au Cameroun*. <http://portail-eip.org/SNC/eipafrique/cameroun/deperdition.html>
- SNAES. (2022). *Education dans le grand nord Cameroun: Une bombe à retardement*. <http://snaes.org/education-dans-le-grand-nord-cameroun-une-bombe-a-retardement>
- Tchuileu, A. (2021). *Examens: note éliminatoire, c'est fini*. Cameroon Tribune.  
<http://www.cameroon-tribune.cm>
- Tsapi, R. (2021). *Frais d'examens: le détournement de l'État*. <http://www.rolandtsapi.com/frais-dexamens-le-detournement-de-letat>
- UNESCO. (2015). *Rapport mondial de suivi sur l'EPT: Éducation pour tous 2000–2015: Réalisation et défis*.
- Van Der Maren, J. M. (1996). *Méthodes de recherche pour l'éducation* (2nd ed.). Presses de l'Université de Montréal.
- Zinga, V. (2002). *Cameroun: Taux d'échecs records au baccalauréat*. Radio France International (RFI). [https://www1.rfi.fr/actufr/articles/032/article\\_16604.asp](https://www1.rfi.fr/actufr/articles/032/article_16604.asp)